

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/TPR/OV/1

1er décembre 1995

(95-3921)

Organe d'examen des politiques commerciales

TOUR D'HORIZON DE L'EVOLUTION DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DU SYSTEME COMMERCIAL

Rapport annuel du Directeur général

INTRODUCTION

1. L'Organisation mondiale du commerce a été instituée le 1er janvier 1995. Elle comptait 76 Membres à l'origine et 36 nouveaux Membres y auront accédé au 13 décembre 1995, portant le total à 112. Cinq tâches principales lui ont été confiées: faciliter la mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay; servir d'enceinte pour les négociations commerciales multilatérales et de cadre pour la mise en oeuvre des résultats de ces négociations; administrer les procédures de règlement des différends; administrer le Mécanisme d'examen des politiques commerciales; et coopérer avec le FMI et la Banque mondiale en vue de rendre plus cohérente l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial.

2. Le présent rapport est directement lié à la quatrième tâche. La partie G de l'Annexe 3 de l'Accord sur l'OMC prévoit que l'Organe d'examen des politiques commerciales procédera, dans le cadre du Mécanisme d'examen des politiques commerciales, à un tour d'horizon annuel des faits survenant dans l'environnement commercial international qui ont une incidence sur le système commercial multilatéral. Ce tour d'horizon doit s'appuyer sur un rapport annuel du Directeur général décrivant les principales activités de l'OMC et mettant en lumière les problèmes posés par les grandes orientations qui affectent le système commercial. Ce rapport est le premier de ce type établi dans le cadre de l'OMC.¹

3. Les deux premières parties du rapport portent sur 1995 et donnent respectivement un examen des tendances enregistrées dans la production et le commerce à l'échelle mondiale et des activités de l'OMC. La Partie III décrit les problèmes concernant les grandes orientations auxquelles le système commercial devrait se heurter pendant l'année à venir.

I. PRODUCTION ET COMMERCE MONDIAUX EN 1995

4. Pour les pays de l'OCDE (considérés en tant que groupe) on s'attend, sur l'ensemble de l'année 1995, à une expansion du PIB de 2½ pour cent, soit un taux légèrement inférieur à celui de 3 pour cent enregistré en 1994, une croissance régulière en Europe occidentale étant compensée par

¹La Partie I.F de la Décision adoptée par les PARTIES CONTRACTANTES le 12 avril 1989 (IBDD, S36/452), qui portait création du MEPC, prévoyait que le Conseil du GATT procéderait à un tour d'horizon des faits survenant dans l'environnement commercial international, en s'appuyant sur un rapport annuel du Directeur général décrivant les principales activités du GATT et mettant en lumière les problèmes posés par les grandes orientations qui affectent le système commercial. Le Conseil a examiné le premier rapport à sa réunion extraordinaire du 11 décembre 1989 et le dernier à sa réunion extraordinaire du 15 décembre 1994.

un ralentissement de la croissance en Amérique du Nord et une quasi-stagnation de la production au Japon.² Par rapport à 1994, la croissance économique devrait être plus soutenue cette année en Afrique mais plus lente en Amérique latine. Les pays en développement d'Asie devraient retrouver en 1995 le taux de croissance remarquable enregistré en 1994 (8½ pour cent). Pour l'ensemble des pays en développement, la croissance du PIB devrait atteindre cette année plus du double du taux enregistré dans les pays de l'OCDE (comme c'était déjà le cas en 1994). Dans les économies en transition d'Europe centrale et orientale, la production devrait, cette année, continuer de se redresser et le taux de croissance moyen du PIB être proche de la moyenne mondiale. La production devrait à nouveau baisser dans la Fédération de Russie, mais beaucoup moins qu'en 1994. Pour l'économie mondiale dans son ensemble, la croissance du PIB en 1995 devrait être proche des 3 pour cent enregistrés l'année dernière.

5. La croissance du *commerce mondial*, élevée en 1994 - la progression de 9½ pour cent du *volume* du commerce mondial de marchandises a été le plus fort accroissement annuel enregistré en près de deux décennies - devrait ralentir légèrement en 1995. Pour les six premiers mois de cette année, on dispose de chiffres réels - et non de prévisions - sur la *valeur* du commerce de marchandises de la plupart des principales nations commerçantes (qui représentent, ensemble, les trois quarts du commerce mondial de marchandises). Au niveau régional, les données donnent à penser qu'en Asie, la croissance des importations a été à nouveau supérieure à celle des exportations. Pendant les six premiers mois de 1995, les importations d'Europe centrale et orientale ont augmenté d'un tiers alors que les exportations ont progressé d'un quart environ. La Fédération de Russie, en revanche, a signalé une croissance des exportations supérieure à celle des importations (24 et 15 pour cent respectivement). Les exportations et importations de l'Amérique du Nord, qui sont moins touchées par la dépréciation du dollar, se sont accrues à des taux (18 et 15 pour cent respectivement) légèrement inférieurs à la moyenne mondiale.³ Les exportations de l'Amérique latine ont aussi progressé plus rapidement que ses importations alors qu'en Europe occidentale, exportations et importations se sont accrues de façon équilibrée (d'un quart environ). La croissance du commerce en Afrique et au Moyen-Orient a été stimulée par une remontée des prix des combustibles et autres produits primaires. Toutefois, il semblerait que les exportations et les importations de ces deux régions aient à nouveau connu une croissance inférieure à la moyenne mondiale.

6. Globalement, le taux de croissance en valeur du commerce mondial de marchandises au cours du premier semestre de cette année, par rapport au premier semestre de 1994, était presque le double du chiffre enregistré pour l'ensemble de 1994 (23 contre 13 pour cent). Cette progression est toutefois en grande partie imputable à la dépréciation du dollar des Etats-Unis qui, pendant les six premiers mois de 1995 par rapport à la même période de 1994, a chuté de 12 pour cent par rapport à l'écu et de 14 pour cent par rapport au yen. Un autre facteur a été la remontée des prix des carburants, du café et des matières premières agricoles. Sous l'effet combiné des mouvements des taux de change et des relèvements des prix, la croissance en valeur des exportations et des importations de toutes les grandes régions a été plus forte pendant le premier semestre de 1995 que pendant l'ensemble de l'année 1994.

7. Ces chiffres relatifs à la valeur confirment le ralentissement prévu de la croissance en *volume* du commerce mondial des marchandises, laquelle devrait être de 8 pour cent environ en 1995. A ce taux, elle atteindra presque le triple de la croissance de la production mondiale, poursuivant la tendance - manifeste depuis 1990 - selon laquelle la croissance du commerce dépasse celle de la production de

²Cette section a été établie à partir de la publication de l'OMC intitulée *Le commerce international: tendances et statistiques, 1995*, et des prévisions récentes du FMI et de l'OCDE.

³Quand les statistiques commerciales des pays dont les devises se sont récemment appréciées par rapport au dollar sont converties en dollars, le chiffre obtenu est supérieur à ce qu'il aurait été si le taux de change par rapport au dollar était resté inchangé.

beaucoup plus que ce n'était le cas, en moyenne, au cours des quatre décennies précédentes. Comme il ressort du récent rapport annuel de l'OMC, il y a des signes évidents que l'intégration à l'échelle mondiale se poursuit à un rythme soutenu.⁴

8. Pendant le premier semestre de 1995, la valeur en dollars des exportations mondiales de *services commerciaux* a progressé à un taux supérieur aux 8 pour cent enregistrés en 1994. Les renseignements disponibles concernant les exportateurs et les importateurs principaux de services commerciaux montrent que, comme en 1994, l'expansion du commerce mondial des services commerciaux a été nettement inférieure à celle du commerce des marchandises.

9. Actuellement, on prévoit qu'en 1996, le volume de la *production mondiale* continuera d'augmenter à peu près au même rythme qu'en 1994 et 1995. Le *commerce mondial des marchandises* devrait enregistrer en 1996 une croissance qui sera légèrement inférieure à celle de 1995, mais toujours proche du double de celle de la production mondiale et supérieure à la croissance moyenne du commerce mondial de la précédente décennie.

II. ACTIVITES DE L'OMC EN 1995

10. La présente section passe en revue les activités de l'OMC en 1995. Sauf indication contraire, on se réfère à ce qui s'est passé pendant la période allant du début de l'année à la mi-novembre.⁵

1) Progrès dans la mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay

11. Une priorité absolue en 1995 a été la mise en oeuvre des résultats des sept années de négociations du Cycle d'Uruguay. Pour examiner les progrès réalisés, on peut considérer que la mise en oeuvre des engagements pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay comporte trois volets (qui se chevauchent en partie): *premièrement*, la mise en oeuvre des prescriptions en matière de notification; *deuxièmement*, la mise en oeuvre des engagements de fond visant à i) mettre la législation intérieure en conformité avec les obligations découlant de l'OMC et ii) mettre en oeuvre les mesures d'élargissement prévues de l'accès aux marchés (et, en outre, dans le cas de l'agriculture, les réductions des subventions à l'exportation et du soutien interne); et *troisièmement*, l'exécution de diverses tâches (comme les examens annuels) spécifiées dans les Accords de l'OMC. La mise en oeuvre des engagements de fond, bien qu'étant de toute évidence le plus important des trois volets, vient en deuxième place, car il faut connaître les faits survenus dans le domaine des notifications avant de pouvoir examiner les progrès réalisés en ce qui concerne les engagements de fond.

12. *Mise en oeuvre des prescriptions en matière de notification.* Les négociateurs des Accords de l'OMC ont reconnu qu'un ensemble de règles n'avait de valeur que s'il était appliqué et que le meilleur moyen de s'assurer que les règles et d'autres engagements étaient respectés était d'assurer la transparence nécessaire pour exercer une surveillance collective. L'instrument principal pour obtenir cette transparence est la présentation de notifications par chaque Membre et leur examen par les organes pertinents de l'OMC. Cela dit, il n'est pas aisé de déterminer dans quelle mesure les Membres satisfont aux 175 prescriptions en matière de notification que le Groupe de travail des obligations et procédures

⁴Voir *Le commerce international: tendances et statistiques, 1995*, chapitre premier. Dans ce rapport, d'autres indicateurs de la mondialisation sont aussi examinés, les facteurs à l'origine de cette tendance sont recensés et des conclusions sont établies concernant les politiques commerciales actuelles.

⁵Bon nombre des activités de l'OMC examinées dans la présente section sont décrites de manière beaucoup plus détaillée dans les rapports que les comités et d'autres organes de l'OMC ont présentés en 1995 au Conseil général de l'OMC.

de notification a recensées dans le domaine des marchandises.⁶ Beaucoup prévoient par exemple des notifications *ad hoc* uniquement lorsque certaines mesures spécifiques sont adoptées. Par contre, la tâche est plus facile dans les cas où - pour l'ensemble des Membres ou un sous-groupe bien déterminé - des notifications sont exigées indépendamment du fait qu'une mesure/un programme/une loi existe ou a été adopté ou mis en place (en d'autres termes, il faut, le cas échéant, faire des notifications portant la mention "néant"). Le tableau 1 de l'Appendice donne des indications sur la façon dont les Membres se sont acquittés de 12 de ces obligations de notification.

13. Dans certains cas, notamment pour l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, moins de 10 pour cent des Membres avaient notifié leurs programmes de subventions conformément à l'article 25 de l'Accord et à l'article XVI:1 du GATT de 1994 au 30 juin 1995 (c'est-à-dire dans le délai prévu; depuis lors, d'autres notifications ont été reçues, mais le taux de réponse reste inférieur à un quart). Pour d'autres accords, la situation est plus brillante. Presque 90 pour cent des Membres soumis à l'obligation de notification au titre de l'Accord sur les textiles et les vêtements ont notifié la première étape de leurs programmes d'intégration.

14. Il est évident que le nombre accru de notifications devant être présentées dans les nombreux domaines visés par l'Accord sur l'OMC pose des problèmes particuliers aux petits pays en développement. Cela est confirmé non seulement par le tableau 1 de l'Appendice, mais aussi par l'augmentation de la demande d'assistance technique dans ce domaine. Toutefois, il y a également des cas où l'absence de notifications n'est pas uniquement le fait des petites nations commerçantes, notamment en ce qui concerne le commerce d'Etat, la valeur en douane, les subventions et les règles d'origine préférentielles.

15. Des préoccupations ont par ailleurs été exprimées au sujet de la complétude et de la comparabilité des notifications dans certains domaines, et de la nécessité éventuelle de renforcer les mécanismes de vérification. Pour donner un exemple, plusieurs Membres ont fait savoir qu'ils n'avaient pas de programmes de subvention (ou peut-être qu'ils en avaient un ou deux), alors que d'autres en ont notifié un nombre considérable. Cela peut refléter simplement des différences dans l'utilisation des subventions par les Membres, mais cela peut aussi tenir à des divergences dans l'interprétation de l'Accord. Dans l'un et l'autre cas, il faudrait peut-être examiner plus avant la question de la complétude et de la comparabilité des notifications et de la précision des mécanismes actuels de vérification.

16. Répondant aux préoccupations exprimées au sujet de la charge administrative imposée par les notifications et du double emploi, le Groupe de travail des obligations et procédures de notification a recensé quatre questions générales à examiner: i) double emploi/chevauchement des obligations de notification énoncées dans les accords figurant à l'Annexe 1A; ii) simplification des prescriptions concernant les données et normalisation des modes de présentation; iii) amélioration du calendrier du processus de notification (périodicité uniforme); et iv) assistance à apporter à certains pays en développement pour leur permettre de satisfaire à leurs obligations en matière de notification. Le Groupe travaille en vue de présenter ses recommandations l'année prochaine en temps voulu pour que le Conseil du commerce des marchandises puisse les prendre en compte lors de la préparation de la Conférence ministérielle.

17. S'agissant des prescriptions en matière de notification dans le domaine des services, il convient de mentionner une note récente du Secrétariat portant sur deux obligations imposées aux signataires de l'AGCS (S/C/W/11). L'une exige que chaque Membre notifie, dans un délai de 12 mois à compter

⁶Le rapport du Groupe de travail (G/NOP/W/2/Rev.1) ne porte que sur les accords figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC (c'est-à-dire ceux qui concernent le commerce des marchandises). Dans le domaine des services et des ADPIC, il est prévu une quarantaine de notifications, ce qui donne un total d'environ 215 prescriptions en matière de notification dans le cadre de l'OMC.

de la date à laquelle l'Accord sur l'OMC prend effet pour lui, ses mesures de reconnaissance existantes. Pour les Membres fondateurs, ce délai vient à expiration le 31 décembre. Au 27 novembre, aucune notification de ce type n'avait été reçue. L'autre prescrit la notification dans les moindres délais, et au moins chaque année, des lois, réglementations ou directives administratives nouvelles ou révisées qui affectent notablement le commerce des services visés par les engagements spécifiques qu'un Membre a souscrits au titre de l'AGCS. Au 27 novembre, aucune notification de ce type n'avait été reçue.

18. *Mise en oeuvre des engagements de fond concernant la législation intérieure et l'accès aux marchés.* Etant donné que la plupart des prescriptions en matière de notification sont liées à la mise en oeuvre des engagements de fond visant à i) mettre les lois et réglementations intérieures en conformité avec les nouvelles règles de l'OMC et ii) procéder aux réductions prévues de la protection et du soutien, y compris à l'élargissement de l'accès aux marchés, il est difficile, vu la situation dans le domaine des notifications, d'indiquer précisément les progrès réalisés cette année au sujet des engagements de fond.⁷ Tout ce que l'on peut faire à ce stade, c'est un bilan sommaire, qualitatif plutôt que quantitatif, qui donne à penser que les progrès auraient pu être plus importants dans certains cas, mais que la situation est généralement satisfaisante dans la plupart des domaines faisant l'objet d'engagements de fond. Nous avons pris un bon départ - eu égard en particulier à l'ampleur et à la complexité de l'Accord sur l'OMC - mais il reste évidemment beaucoup à faire l'an prochain.

19. *Mise en oeuvre d'autres obligations.* La mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay implique, outre le respect des prescriptions en matière de notification et des engagements de fond, l'exécution d'un certain nombre d'autres obligations. Selon la note du Secrétariat intitulée "Dispositions de l'Accord sur l'OMC et des décisions et déclarations connexes portant sur les procédures d'examen et les travaux futurs ou les négociations" (WT/L/88), l'Accord sur l'OMC et les autres décisions et déclarations liées à la mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay contiennent 74 dispositions concernant les procédures d'examen, les négociations futures et la coopération. Bon nombre de ces dispositions prévoient des calendriers spécifiques divers, alors que d'autres sont applicables sur une base *ad hoc*. Pour 34 d'entre elles, dont la plupart de celles qui préconisaient une action pendant la première année d'application de l'Accord sur l'OMC, il a été procédé aux travaux prévus pour cette année (quant à savoir si *l'ampleur des progrès* a été suffisante dans chaque cas pour permettre de dire que les travaux de mise en oeuvre requis en 1995 ont été menés de manière satisfaisante, c'est une autre question).

20. Parallèlement aux négociations sur les services financiers (pour plus de détails, voir ci-après), une autre question concernant la mise en oeuvre a été largement débattue cette année, à savoir la création de l'Organe d'appel prévue dans les nouvelles procédures de règlement des différends. L'accord sur la composition de l'Organe d'appel s'est fait au cours de la deuxième quinzaine de novembre et il a été convenu que les membres seraient officiellement désignés à la mi-décembre (les sept experts viendront de l'Allemagne, de l'Egypte, des Etats-Unis, du Japon, de la Nouvelle-Zélande, des Philippines et de l'Uruguay). Il convient également de mentionner qu'il y a de bonnes chances de régler la question du statut de l'entité d'examen indépendante qui doit être établie au titre de l'Accord sur l'inspection avant expédition (voir ci-après).

21. Dans la Partie III, on souligne combien il importe de maintenir la cadence de mise en oeuvre en 1996 - et à rattraper le retard qui a été pris dans certains cas.

⁷Outre le fait que les notifications devant être présentées en 1995 ne l'ont pas toutes été, il y a un certain nombre de notifications concernant les engagements de fond qui n'avaient pas à être faites pendant l'année; pour les réductions convenues des droits de douane, on part de l'hypothèse qu'elles ont été opérées dans les délais prévus, sauf si une plainte est déposée par un Membre de l'OMC (il n'y en a eu aucune).

2) Activités générales

Accessions

22. Une tâche importante de l'OMC consiste à donner au nouveau système commercial multilatéral une portée et une application véritablement mondiales. Si les Membres actuels représentent plus de 90 pour cent du commerce mondial, un certain nombre de nations n'en font encore pas partie. Beaucoup d'entre elles ont demandé à accéder à l'OMC. Vingt-huit gouvernements - depuis ceux de la Chine, de la Fédération de Russie, de l'Ukraine et du Viet Nam à ceux de la Bulgarie, des Etats Baltes, de la Mongolie, du Panama et de Vanuatu - en sont actuellement à différentes étapes d'un processus qui est devenu plus complexe étant donné que l'OMC a un champ d'action plus vaste que le GATT. De nombreux pays candidats passent actuellement d'une économie planifiée à une économie de marché, et l'accession à l'OMC leur offre, outre les avantages commerciaux habituels, un moyen d'étayer leur processus de réforme interne.

Mécanisme d'examen des politiques commerciales

23. Le Mécanisme d'examen des politiques commerciales, établi à titre provisoire en 1989 s'est vu confier un rôle permanent à l'OMC. Quinze examens des politiques commerciales ont été entrepris entre décembre 1994 et décembre 1995, notamment un troisième examen pour les Communautés européennes et le Japon, un deuxième examen pour le Maroc, la Suède et la Thaïlande et un premier examen pour le Cameroun, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, Israël, Maurice, l'Ouganda, le Pakistan, la République slovaque, Sri Lanka et le Zimbabwe. Dans chacun de ces rapports, il était noté que des efforts avaient été engagés pour rendre les lois commerciales nationales conformes aux dispositions des Accords de l'OMC et pour mettre en oeuvre les engagements connexes.

24. Le programme de 1995 a été étendu aux services, à la propriété intellectuelle et aux autres politiques visées par les accords du Cycle d'Uruguay. Les examens concernant les pays développés ont fait apparaître le caractère généralement ouvert de leur politique commerciale relative aux produits industriels, ainsi qu'une certaine tendance à protéger les secteurs "sensibles" comme l'agriculture, les textiles et les vêtements et à recourir à une protection en cas d'urgence, ce qui, dans les deux cas, se traduit par des coûts élevés pour le reste de l'économie. Les examens portant sur les pays en développement et en transition ont montré la progression des mesures autonomes de libéralisation du commerce et la rapidité des changements visant à accroître l'efficacité économique par le biais de la déréglementation, de la privatisation et de régimes d'investissement plus ouverts.

25. En 1996, il est prévu de procéder au quatrième examen (le premier dans le cadre des dispositions des Accords de l'OMC) pour le Canada et les Etats-Unis, au deuxième examen pour le Brésil, la Colombie, la Nouvelle-Zélande et la République de Corée et au premier examen pour le Bénin, Chypre, El Salvador, Fidji, le Paraguay et la Trinité-et-Tobago.

26. Le Président a tenu des consultations sur les améliorations pratiques qu'il serait possible d'apporter au Mécanisme et le Secrétariat examine comment rationaliser les rapports et les procédures.

Règlement des différends dans le cadre de l'Accord sur l'OMC

27. Depuis le 1er janvier 1995, ce sont les procédures établies dans le Mémoire d'accord sur le règlement des différends annexé à l'Accord sur l'OMC qui s'appliquent pour tous les nouveaux différends. On sait que ces procédures sont fondamentalement différentes des précédentes. Elles constituent un ensemble de règles unifiées qui s'appliquent d'une façon générale à *tous* les différends survenus dans le cadre de l'OMC; les parties aux différends ne peuvent empêcher l'adoption des rapports des groupes spéciaux; et il est possible de faire appel d'une décision d'un groupe spécial devant un

nouvel organe, l'Organe d'appel, composé de sept membres. Les nouvelles procédures sont supervisées par le Conseil général, siégeant en tant qu'Organe de règlement des différends.

28. Au 27 novembre, 21 demandes de consultations, étape qui marque le début d'un différend dans le cadre de l'OMC, avaient été notifiées à l'Organe de règlement des différends (voir tableau 2 de l'appendice).⁸ Etant donné que ces demandes, présentées par des Membres différents, portaient parfois sur la même mesure, les mesures distinctes à l'origine d'un différend étaient au nombre de 14. Sur ce total, quatre ont été retirées et des groupes spéciaux ont été établis pour quatre autres. Le premier rapport d'un groupe spécial établi dans le cadre de l'OMC doit être distribué fin janvier 1996.

29. Jusqu'ici, toutes les affaires avaient trait à des marchandises et au GATT de 1994. Dans la plupart des 21 demandes, d'autres accords sur les marchandises étaient aussi invoqués: obstacles techniques au commerce (sept demandes), application des mesures sanitaires et phytosanitaires (cinq demandes), évaluation en douane (trois demandes), agriculture (deux demandes) et procédures de licences (deux demandes). En outre, l'Accord général sur le commerce des services a été invoqué dans une demande.

30. Il est trop tôt pour tirer des conclusions définitives quant au fonctionnement du système de règlement des différends de l'OMC. Le nombre total de demandes de consultations et de groupes spéciaux établis est du même ordre qu'il était en 1994 dans le cadre du GATT. Toutefois, le nombre de différends (portant sur des mesures différentes) a sensiblement diminué sur le plan des demandes de consultations (14 contre 18) et des groupes spéciaux établis (quatre contre neuf). Les parties aux différends sont le plus souvent inchangées: comme par le passé, les Etats-Unis, les Communautés européennes, le Japon et le Canada ont été les participants les plus actifs. Toutefois, les pays en développement sont intervenus plus que par le passé en tant que plaignants: le Brésil, le Chili, le Guatemala, le Honduras, l'Inde, le Mexique, le Pérou, Singapour, la Thaïlande et le Venezuela ont tous été ou sont parties à des différends dans le cadre de l'OMC.

Règlement des différends dans le cadre du GATT de 1947 et des Accords du Tokyo Round

31. Pendant la période étudiée, des procédures de règlement des différends ont été engagées ou poursuivies conformément à certains accords prédécesseurs de l'Accord sur l'OMC encore en vigueur. Dans le cadre du GATT de 1947, quatre rapports de groupes spéciaux⁹ ont été présentés au Conseil pour adoption et il y a eu une nouvelle demande d'ouverture de consultations.¹⁰ Dans le cadre de

⁸Il a beaucoup été question d'un début d'affaire concernant l'imposition, envisagée par les Etats-Unis, de droits d'importation sur les automobiles en provenance du Japon au titre des articles 301 et 304 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur. Les négociations bilatérales engagées avec le Japon au sujet de l'accès au marché japonais des automobiles et parties d'automobiles se trouvant dans l'impasse, les Etats-Unis ont annoncé le 16 mai 1995 leur intention d'imposer un droit de douane de 100 pour cent sur les automobiles de luxe japonaises à compter du 28 juin. Le Japon a demandé d'urgence l'ouverture de consultations conformément au Mémoire d'accord, arguant que les Etats-Unis avaient violé notamment les articles premier et II du GATT. De leur côté, les Etats-Unis ont indiqué leur intention de demander l'ouverture de consultations avec le Japon au titre du Mémoire d'accord à propos de la question concernant les automobiles et parties d'automobiles. Le 28 juin 1995, le Japon et les Etats-Unis sont parvenus à un accord sur cette question et les Etats-Unis ont renoncé à imposer le droit de douane de 100 pour cent.

⁹CE - Régimes d'importation applicables aux bananes dans les Etats membres (DS32/R), CE - Régime d'importation applicable aux bananes (DS38/R), Etats-Unis - Restrictions à l'importation de thon (DS29/R), Etats-Unis - Taxes sur les automobiles (DS31/R). Au 27 novembre, aucun des quatre rapports n'avait été adopté.

¹⁰Chili - Taxes sur les alcools distillés (DS53/1).

l'Accord antidumping, un nouveau rapport de groupe spécial a été distribué et adopté¹¹ et un nouveau rapport de groupe spécial a été distribué.¹² Dans le cadre de l'Accord sur les subventions, les travaux d'un groupe spécial ont été suspendus¹³, un nouveau rapport de groupe spécial a été distribué¹⁴ et un rapport de groupe spécial a été adopté.¹⁵

Restrictions à des fins de balance des paiements

32. Fin 1995, onze Membres auront tenu des consultations, au titre des articles XII ou XVIII:B du GATT, avec les Comités de l'OMC et/ou du GATT de 1947. En juin 1995, les Comités ont demandé à la Slovaquie d'éliminer la surtaxe à l'importation de 1994 d'ici la fin de 1995, si possible, et en tout état de cause avant le 30 juin 1996. La Pologne a été invitée à éliminer une surtaxe à l'importation établie en 1992 avant la date de sa prochaine consultation, qui doit avoir lieu en juin 1996. Le Comité a recommandé à Sri Lanka de ne pas se prévaloir des dispositions de l'article XVIII:B. Des consultations ont aussi eu lieu avec le Bangladesh et les Philippines et d'autres se tiendront avec l'Inde avant fin 1995. L'Egypte, Israël et l'Afrique du Sud ont cessé d'invoquer les dispositions relatives à la balance des paiements en juillet, septembre et novembre 1995 respectivement.

33. La Hongrie a présenté une notification avant l'imposition d'une surtaxe à l'importation le 20 mars 1995 et a tenu des consultations avec les Comités en juin. Les Comités l'ont priée de présenter un calendrier concret pour la réduction et l'élimination de la surtaxe. En juillet, le Brésil a invoqué l'article XVIII:B à propos de l'adoption d'un contingent d'importation pour les véhicules automobiles, applicable pendant le second semestre de 1995. En réponse à la demande formulée par les Comités lors des consultations tenues en octobre 1995, le contingent a été supprimé.

Commerce et développement

34. Parmi d'autres activités, le Comité du commerce et du développement a créé un Sous-Comité des pays les moins avancés et le Groupe de travail du MERCOSUR (Accord relatif au Marché commun du Sud conclu entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay) relevant du GATT de 1947 a officiellement été transféré à l'OMC après une modification appropriée de son mandat.

35. A la demande du Comité, le Secrétariat a organisé en mai un atelier pour aider les Membres à remplir leurs obligations en matière de notification. Les autres questions inscrites au programme de travail du Comité portent notamment sur l'examen de l'incidence des résultats du Cycle d'Uruguay sur les pays en développement Membres et la question de la reconnaissance et de la prise en compte des mesures autonomes de libéralisation du commerce. A sa dernière réunion de l'année, le Comité a étudié la participation des pays en développement Membres au système commercial multilatéral, les faits nouveaux intéressant le Système généralisé de préférences (SGP) et les accords commerciaux régionaux entre pays en développement.

¹¹CE - Imposition de droits antidumping sur les fils de coton en provenance du Brésil (ADP/137).

¹²CE - Droits antidumping sur les bandes audio en cassettes originaires du Japon (ADP/136).

¹³Etats-Unis - Droits compensateurs visant certains produits plats en acier au carbone en provenance de plusieurs Etats membres de la CEE (SCM/189).

¹⁴Etats-Unis - Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires de France, d'Allemagne et du Royaume-Uni (SCM/185).

¹⁵Etats-Unis - Droits compensateurs sur les importations, en provenance du Brésil, de chaussures ne contenant pas de caoutchouc (SCM/94).

Commerce et environnement

36. Pendant la première partie de 1995, le nouveau Comité du commerce et de l'environnement relevant de l'OMC a examiné les neuf points de son programme de travail. Pour trois de ces points, il a pu tirer parti des travaux réalisés par le Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international en 1991-1993: il s'agissait des rapports entre les dispositions des Accords de l'OMC et les mesures commerciales relevant d'accords environnementaux multilatéraux, des prescriptions en matière d'éco-étiquetage et d'emballage, et de la transparence des mesures environnementales qui touchent au commerce et des mesures commerciales qui touchent à l'environnement. A propos des exportations de produits interdits sur le marché intérieur, le Comité a aussi pu mettre à profit les travaux menés précédemment dans le cadre du GATT. Pour les cinq autres points inscrits au programme de travail, les travaux du Comité ont souvent consisté à examiner les questions commerciales sous un angle nouveau.

37. S'agissant de l'étude des questions relatives aux rapports entre les dispositions des Accords de l'OMC et les mesures environnementales qui intéressent le commerce ou les mesures commerciales prises à des fins de protection de l'environnement, le Comité a engagé des débats sur un certain nombre de politiques, étudié ces politiques compte tenu des dispositions pertinentes des Accords de l'OMC et examiné comment ces dispositions s'appliquaient - il s'est en particulier demandé si elles prévoyaient des règles et disciplines adéquates garantissant que les restrictions et les distorsions des échanges non nécessaires sont évitées. Certaines délégations ont aussi souligné que le Comité devrait chercher à savoir dans quelle mesure les dispositions des Accords de l'OMC laissaient une place aux mesures commerciales, ou liées au commerce, prises pour des raisons de protection de l'environnement et à cet égard, il a été proposé de modifier et/ou d'interpréter l'article XX du GATT pour préciser les rapports entre cet article et les mesures commerciales relevant d'accords environnementaux multilatéraux.

38. L'objectif du développement durable est cité plusieurs fois dans la Décision ministérielle de Marrakech sur le commerce et l'environnement. Les débats menés au Comité à propos de l'effet des mesures environnementales sur l'accès aux marchés, notamment pour les pays en développement (en particulier les moins avancés d'entre eux) et des avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et autres distorsions des échanges ont montré que, de l'avis général, les complémentarités entre une bonne politique environnementale et une bonne politique commerciale avaient de fortes chances de promouvoir et d'accélérer le développement durable. Une libéralisation plus poussée du commerce des marchandises et des services permettrait d'atteindre le même niveau de production à un coût moindre en matière de ressources, de créer des revenus qui pourraient être utilisés pour contribuer au financement de la protection de l'environnement et d'éliminer des politiques commerciales restrictives préjudiciables à l'environnement. Plus généralement, il ressort clairement des débats menés au Comité que, pour les Membres, il n'y a aucune contradiction inhérente entre, d'une part, la défense et la sauvegarde d'un système commercial multilatéral ouvert, non discriminatoire et équitable et, d'autre part, la protection de l'environnement et la promotion du développement durable.

Coopération technique et formation

39. Par suite de l'élargissement du champ d'action de l'OMC la demande d'assistance technique a sensiblement augmenté. En 1995, plus de 60 séminaires, ateliers et missions techniques, nationaux ou régionaux, ont été organisés. En outre, 99 fonctionnaires au total venant de pays en développement et d'économies en transition ont participé à des stages de politique commerciale consacrés à l'examen de certains aspects de la politique commerciale, du droit du commerce international et du système commercial multilatéral. Un atelier sur les prescriptions en matière de notification dans le système juridique du GATT/de l'OMC ainsi que le sixième stage spécial de formation sur les procédures et pratiques de règlement des différends ont eu lieu à Genève.

40. Un certain nombre de missions de coopération technique ont aidé les fonctionnaires des administrations centrales des pays les moins avancés et des petits pays en développement à établir leurs listes de concessions concernant les marchandises et leurs listes d'engagements concernant les services. En outre, il a été élaboré des études sur des produits qui intéressent les pays en développement et les pays les moins avancés, des études approfondies sur les résultats du Cycle d'Uruguay ainsi que des notes d'information sur des questions spécifiques dans différents domaines des négociations. Des informations ont également été fournies aux fins de l'évaluation des offres d'autres pays en matière d'accès aux marchés pour les marchandises, présentant de l'intérêt pour le commerce d'exportation des pays en développement. Des données sur les courants d'échanges, les droits de douane et les mesures non tarifaires qui étaient nécessaires pour des consultations et des négociations ont souvent été communiquées. Plusieurs pays en développement ont également reçu une assistance technique pour préparer l'examen de leur politique commerciale.

41. Cette année, l'OMC a reçu deux contributions financières destinées à aider le Secrétariat à répondre à la demande croissante d'assistance technique. Les Communautés européennes ont versé 1,1 million d'écus pour l'organisation de huit séminaires régionaux visant à informer les responsables de la politique commerciale et les hommes d'affaires des pays ACP des résultats du Cycle d'Uruguay et des possibilités qu'il offre. Sur ces huit séminaires, six auront lieu en Afrique où l'OMC déploie de grands efforts pour faire en sorte que tous les pays du continent tirent le plus d'avantages économiques possible de leur statut, actuel ou futur, de Membre de l'OMC. Les deux autres séminaires seront organisés à l'intention des pays des Caraïbes et des pays du Pacifique du Groupe des Etats ACP. L'autre contribution est un versement de 2,5 millions de dollars EU que le gouvernement norvégien a effectué pour un fonds d'assistance technique. Ce fonds a pour but d'aider les pays les moins avancés à participer activement aux travaux de l'OMC et à profiter du régime commercial et des nouveaux débouchés offerts par les nouveaux Accords de l'OMC. L'OMC collaborera avec d'autres institutions, en particulier avec le Centre du commerce international et la CNUCED, pour l'utilisation de ce fonds d'assistance.

Coopération avec d'autres organisations internationales

42. La coopération entre l'OMC et d'autres organisations internationales comporte deux volets: les liens institutionnels formels et les actions de coopération informelles dans des domaines comme l'assistance technique et la recherche économique.

43. En ce qui concerne le premier volet, un arrangement a été conclu avec l'ONU, sur la base de l'article V de l'Accord sur l'OMC et conformément au mandat donné par les Membres, qui cadre avec les statuts et mandats respectifs des deux organisations (en particulier, avec la nature contractuelle de l'OMC). Cet arrangement prévoit d'améliorer la coopération entre les Secrétariats, et notamment d'établir de nouveaux liens et d'accroître la coopération entre l'OMC et la CNUCED (pour plus de détails, voir ci-après).

44. Les relations avec le FMI et/ou la Banque mondiale sont régies, outre par l'article V de l'Accord sur l'OMC, par les articles XV du GATT de 1994 et XII de l'AGCS qui précisent le rôle du FMI pour ce qui concerne les questions de balance des paiements, ainsi que par l'article III:5 de l'Accord sur l'OMC et la Déclaration ministérielle du Cycle d'Uruguay sur la contribution de l'OMC à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial, qui invitent l'OMC à coopérer avec le FMI et la Banque mondiale. Ces trois organisations élaborent actuellement, conformément au mandat qu'elles ont reçu de leurs Membres, des accords de coopération qui seront signés par les chefs de secrétariat respectifs lorsqu'ils auront été finalisés et approuvés par les organes compétents de chacune d'elles.

45. En ce qui concerne le second volet, les projets visant à accroître la coopération avec les institutions de Bretton Woods avancent sur plusieurs points. La Déclaration ministérielle sur la

contribution de l'OMC à une plus grande cohérence invite le "Directeur général de l'OMC à examiner, avec le Directeur général du Fonds monétaire international et le Président de la Banque mondiale, les implications des compétences de l'OMC pour la coopération de celle-ci avec les institutions de Bretton Woods, ainsi que les formes que cette coopération pourrait revêtir, en vue d'arriver à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial". L'actuelle mondialisation de l'économie est à l'origine de cette demande, car ce phénomène touche plusieurs aspects des relations économiques internationales et entraîne des interactions croissantes des politiques économiques suivies par les différents pays à l'échelon national. C'est pourquoi il importe de plus en plus d'assurer la cohérence des politiques nationales et des activités des principales institutions économiques internationales afin de maintenir le rythme de croissance de l'économie mondiale et d'accroître l'efficacité des politiques au niveau national.

46. Les discussions entre les trois institutions n'en sont qu'à leur phase initiale, mais l'établissement du programme de travail devrait progresser rapidement en 1996. L'objectif est d'élaborer un rapport de fond décrivant le consensus auquel sont parvenues les trois institutions au sujet i) des questions relevant de la rubrique "une plus grande cohérence", ii) de la nature des actions de coopération spécifiques (mécanismes et instruments) qui doivent être menées pour traiter ces questions et iii) d'un calendrier de mise en oeuvre de ces actions.

47. Un projet de coopération important est actuellement en cours de préparation ou d'application: le programme d'activités du Secrétariat pour l'Afrique. Cette initiative orientée vers des objectifs précis, et destinée à aider les pays africains à accroître et à diversifier leurs échanges, sera menée en étroite collaboration avec d'autres organisations intergouvernementales, en particulier la CNUCED et le CCI. Dans le cadre de cet effort, le Directeur général de l'OMC se rendra dans un certain nombre de pays africains en janvier et reviendra sur ce continent en avril pour la neuvième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

48. A l'avenir, la coopération entre l'OMC et la CNUCED ne se limitera pas au seul programme d'activités de l'OMC pour l'Afrique. Pour renforcer la coopération entre les deux organisations et accroître encore leur forte complémentarité, le Secrétaire général de la CNUCED et le Directeur général de l'OMC sont convenus i) de tenir des réunions, dont ils assureraient conjointement la présidence, tous les six mois à partir de la mi-janvier 1996; ii) d'améliorer les conditions de travail entre les deux organisations à tous les niveaux, dans des domaines comme la recherche, le commerce et l'investissement, le commerce et la concurrence, le commerce et l'environnement ou encore le commerce et le développement; et iii) d'oeuvrer pour accroître la complémentarité en matière de coopération technique - non seulement entre l'OMC, la CNUCED et le CCI, mais aussi avec d'autres institutions, comme les organismes des Nations Unies, les institutions de Bretton Woods ou des organismes régionaux - afin d'améliorer la coordination générale et de mieux utiliser les ressources. En annonçant ces mesures, les deux chefs de secrétariat ont également souligné qu'ils étaient parfaitement d'accord pour que les travaux menés en collaboration par leurs deux institutions soient prioritairement consacrés à l'Afrique.

49. L'initiative de l'OMC en faveur de l'Afrique, ainsi que les travaux en cours visant à renforcer la coopération entre les institutions, s'inscrivent dans le cadre d'un effort plus général faisant suite aux Décisions ministérielles prises à Marrakech.¹⁶ Entre autres choses, les Ministres sont convenus de ce qui suit: i) dans la mesure du possible, les concessions NPF concernant les mesures tarifaires et non tarifaires convenues dans le cadre du Cycle d'Uruguay pour des produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays les moins avancés pourront être mises en oeuvre de manière autonome, à l'avance et sans échelonnement; ii) une aide technique considérablement accrue sera accordée aux

¹⁶En particulier, la Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés et la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

pays les moins avancés pour leur permettre de développer, de renforcer et de diversifier leurs bases de production et d'exportation; iii) continuer d'étudier les besoins spécifiques des pays les moins avancés et de chercher à adopter des mesures positives qui facilitent l'expansion des possibilités commerciales en faveur de ces pays; iv) établir des mécanismes pour faire en sorte que les réformes de la politique agricole convenues dans le cadre du Cycle d'Uruguay ne soient pas préjudiciables à la mise à disposition de l'aide alimentaire; et v) par suite du Cycle d'Uruguay, certains pays en développement risquent d'avoir à court terme des difficultés à financer des niveaux normaux d'importations commerciales et ces pays pourraient être admis à tirer sur les ressources financières d'institutions internationales pour faire face à ces difficultés de financement.

50. Dans le cadre de cet effort plus général s'inscrivent également l'établissement qui a déjà été évoqué du Sous-Comité des pays les moins avancés relevant du Comité du commerce et de l'environnement, les travaux du Comité de l'agriculture concernant les importateurs nets de produits alimentaires (voir ci-après) et la fourniture à ces pays d'une assistance technique importante - et sans cesse croissante, - notamment l'utilisation de l'aide financière spéciale généreuse dont l'octroi a été annoncé par les Communautés européennes et le gouvernement norvégien. Il convient aussi de mentionner l'approbation par le Conseil général des listes concernant les marchandises et les services de 20 des pays les moins avancés auxquels il avait été accordé un délai supplémentaire (conformément à une décision adoptée à Marrakech) pour présenter leurs listes.

Conseil général

51. Assurant la surveillance du fonctionnement du système commercial multilatéral entre les réunions de la Conférence ministérielle, le Conseil général a, pendant la première année d'existence de l'OMC, axé ses travaux sur les questions procédurales, organisationnelles et institutionnelles. Il a adopté son règlement intérieur et celui de la Conférence ministérielle, et a approuvé celui de ses organes subsidiaires. Il a approuvé l'Accord de siège et décidé que le Centre du commerce international devrait être géré conjointement par l'OMC et la CNUCED, celle-ci agissant au nom de l'ONU. Il a également arrêté les procédures concernant le tour d'horizon annuel des activités de l'OMC et l'établissement de rapports dans le cadre de l'OMC, pour garantir la bonne marche du système et veiller à ce que l'Accord sur l'OMC fonctionne comme un tout.

3) Activités concernant les marchandises

Accès aux marchés

52. Le Comité de l'accès aux marchés a examiné la question de la mise en oeuvre des concessions tarifaires contenues dans les listes établies à l'issue du Cycle d'Uruguay et est convenu de suivre une approche identique à celle qui avait été suivie après les négociations du Tokyo Round, c'est-à-dire de se fonder sur les notifications croisées ou les notifications inverses si un quelconque problème se posait en rapport avec la mise en oeuvre des concessions. A ce jour, aucune notification de ce genre n'a été reçue.

53. Le Comité a aussi pris deux décisions (devant être approuvées formellement par le Conseil du commerce des marchandises) concernant respectivement les procédures de notification des restrictions quantitatives et la notification inverse des mesures non tarifaires. Selon la décision sur les restrictions quantitatives, les Membres présenteront des notifications complètes des restrictions quantitatives qu'ils appliquent, d'abord pour le 31 janvier 1996, puis à intervalles de deux ans, et ils notifieront les changements apportés à leurs restrictions quantitatives lorsque ces changements interviendront. Selon la décision sur la notification inverse des mesures non tarifaires, les Membres auront la possibilité de présenter des notifications de mesures non tarifaires appliquées par d'autres Membres pour autant que

ces mesures ne soient pas assujetties à des obligations de notification en vigueur dans le cadre de l'OMC et qu'il n'y ait pas d'autres possibilités de notification inverse.

Textiles et vêtements

54. L'entrée en vigueur de l'Accord sur les textiles et les vêtements marque le début de la période transitoire de dix ans qui permettra de passer du système complexe de contingents bilatéraux et discriminatoires de l'AMF à un ensemble de règles et disciplines multilatérales applicables au commerce des textiles et des vêtements. L'Organe de supervision des textiles est chargé de superviser ce processus. L'intégration initiale dans le cadre du GATT de 1994 des produits visés par l'Accord sur les textiles et les vêtements a commencé à la date d'entrée en vigueur dudit accord. Chaque Membre était tenu d'intégrer les produits figurant dans la liste annexée à l'Accord qui remplissaient deux conditions: représenter pas moins de 16 pour cent des importations, en 1990, des produits figurant dans la liste et provenir de quatre groupes: peignés et filés, tissus, articles confectionnés et vêtements.

55. Les Membres de l'OMC (autres que le Canada, la CE, les Etats-Unis et la Norvège) devaient faire savoir, par notification, s'ils souhaitaient ou non conserver le droit d'utiliser les dispositions du mécanisme de sauvegarde transitoire prévu à l'article 6 de l'Accord. Dans l'affirmative, ils étaient tenus de fournir leur liste de produits à intégrer dans le cadre du GATT de 1994 pour le 1er janvier 1995.¹⁷ Au total, 55 notifications ont été envoyées par 37 anciens participants à l'AMF et par 18 non-participants à l'AMF. Sur l'ensemble de ces Membres, 49 ont conservé le droit d'utiliser le mécanisme de sauvegarde transitoire, et six ne l'ont pas fait et sont donc réputés avoir pleinement intégré tous les produits visés par l'Accord dans le cadre du GATT de 1994. Pour l'instant, 32 des 37 anciens participants à l'AMF et quatre non-participants à l'AMF ont fait parvenir les listes des produits intégrés pendant l'étape 1.

56. Les quatre Membres de l'OMC qui, au 31 décembre 1994, maintenaient des restrictions quantitatives en vertu d'accords bilatéraux conclus au titre de l'AMF (Canada, Communautés européennes, Etats-Unis et Norvège) étaient tenus de notifier toutes les mesures de ce type en vigueur à cette date. Ces restrictions ont été les premières mesures visées par le processus de libéralisation mis en place dans le cadre de l'Accord sur les textiles et les vêtements, selon lequel les coefficients de croissance annuels établis pour les restrictions appliquées en vertu des anciens accords bilatéraux doivent être majorés d'au moins 16 pour cent pendant les trois premières années. (Des taux de majoration plus élevés seront appliqués pendant l'étape 2 et l'étape 3.) Par ailleurs, un membre de l'AMF (Norvège) a notifié qu'un certain nombre de restrictions seraient abolies à compter du 1er janvier 1996.

57. Des notifications relatives à des restrictions quantitatives touchant des produits textiles et des vêtements autres que celles qui sont maintenues au titre de l'AMF, qu'elles soient ou non compatibles avec le GATT de 1994, ont été présentées par 27 Membres. Si ces restrictions ne sont pas justifiées au regard d'une disposition du GATT de 1994, elles doivent être soit mises en conformité dans un délai d'un an soit éliminées progressivement dans un délai ne dépassant pas dix ans.

58. L'une des principales activités de l'OSpT a été d'examiner les questions dont il a été saisi au sujet de mesures prises dans le cadre du mécanisme de sauvegarde transitoire (article 6). Au total, 24 demandes de consultations ayant trait à des importations de certains produits en provenance d'un

¹⁷Il a toutefois été fixé différents délais: les anciens membres de l'AMF ne maintenant pas de restrictions à l'importation dans le cadre de l'AMF devaient faire connaître leur décision et (le cas échéant) fournir la liste des produits à intégrer pour la fin mars 1995, tandis que les non-participants à l'AMF devaient présenter ces notifications pour la fin juin 1995 et notifier leur programme d'intégration correspondant à l'étape 1 pour la fin décembre 1995.

ou de plusieurs Membres de l'OMC ont été présentées par les Etats-Unis au titre de cet article. A l'issue des consultations, des accords bilatéraux ont été conclus dans un certain nombre de cas, dans d'autres, il a été renoncé à la mesure envisagée et dix cas non résolus ont été soumis pour examen à l'OSpT.

Agriculture

59. Les réunions que le Comité de l'agriculture a tenues plus tôt dans l'année ont été principalement consacrées à l'établissement de procédures de travail efficaces, y compris de prescriptions en matière de notification. En règle générale, il apparaît que la plupart des Membres sont fidèles à leurs engagements. Certains de ceux qui ont encore des difficultés à mettre en oeuvre leurs engagements dans le domaine de l'agriculture ont été en mesure de donner des précisions sur les dates auxquelles ils apporteraient vraisemblablement les modifications nécessaires à leur législation nationale. Des Membres ont dit qu'ils craignaient de perdre les avantages liés aux concessions pour 1995 du fait que d'autres Membres avaient du retard dans la mise en oeuvre de leurs engagements et ils ont encouragé ces derniers à prendre cela en considération.

60. Les Membres doivent en premier lieu présenter au Comité des notifications concernant la mise en oeuvre des engagements en matière de contingents tarifaires et autres. La plupart des Membres ayant contracté de tels engagements ont maintenant notifié le mode d'administration qu'ils utiliseront, ce qui a donné lieu à des débats au Comité. Il est ressorti de ces discussions un certain nombre de questions générales comme celle de la corrélation entre les arrangements commerciaux préférentiels et les contingents tarifaires NPF et celle de l'adjudication des licences d'importation comme moyen de répartir les contingents tarifaires. Le Comité poursuivra l'examen de ces questions en 1996.

61. A l'avenir, le Comité examinera les domaines du soutien interne et des subventions à l'exportation - en fait, des questions s'y rapportant ont déjà été posées et débattues en 1995. Il se penchera également sur d'autres points qui sont spécifiés dans l'Accord ou ont été soulevés par des participants, tels que l'élaboration de disciplines convenues au niveau international pour régir l'octroi de crédits à l'exportation.

62. En plus de ses travaux relatifs aux engagements pris par les Membres dans le domaine agricole, le Comité est chargé d'assurer le suivi de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Dans ce contexte, il a fixé les critères qui permettront d'identifier les pays Membres en développement importateurs nets de produits alimentaires et adopté un programme de travail initial pour 1996 qui prévoit la préparation de l'examen du niveau de l'aide alimentaire (conformément à la Décision) et l'établissement de lignes directrices pour faire en sorte qu'une part croissante des produits alimentaires soit fournie intégralement à titre de don.

Sauvegardes

63. L'Accord sur les sauvegardes est entré en vigueur le 1er janvier 1995 et le Comité établi dans le cadre de cet accord a commencé à examiner les législations nationales. Cinquante Membres ont notifié leur législation nationale au Comité ou fait parvenir des communications à cet égard. A ce jour, 41 Membres ne se sont pas encore acquittés de l'obligation de notification énoncée à l'article 12.6 de l'Accord.

64. L'article 12.7 de l'Accord dispose que les Membres maintenant des mesures de la "zone grise" doivent les notifier au Comité. De telles notifications ont été reçues de l'Afrique du Sud, de Chypre, des Communautés européennes, de la République de Corée, de la Slovénie et de la Thaïlande. L'article précité exige aussi la notification de toute mesure préexistante imposée au titre de l'article XIX du GATT de 1947. Des notifications de mesures de ce genre ont été reçues des Communautés européennes

et de la République de Corée. Les Membres sont en outre tenus de notifier immédiatement au Comité l'ouverture d'une enquête au sujet de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave, et les raisons de cette action. Des notifications ont été reçues à cet égard des Etats-Unis et de la République de Corée.

Subventions et mesures compensatoires

65. L'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires est entré en vigueur le 1er janvier 1995, et tous les Membres de l'OMC sont *ipso facto* membres du Comité établi au titre dudit accord et de l'article XVI:1. L'Accord du Tokyo Round correspondant viendra à expiration à la fin de l'année sauf pour les différends concernant des enquêtes et examens qui ne sont pas visés par l'Accord de l'OMC, pour lesquels des dispositions transitoires applicables jusqu'à la fin de 1996 ont été établies.¹⁸

66. Le Comité a commencé à examiner les législations en matière de droits compensateurs qui lui ont été notifiées à ce jour. Au 27 novembre, 54 Membres (la CE comptant pour un) avaient fait parvenir une notification ou une communication concernant leur législation. L'examen des subventions notifiées conformément à l'article 25 de l'Accord a été reporté à 1996, car au 27 novembre, 21 Membres seulement avaient notifié leurs subventions au Comité.

67. Les mesures en matière de droits compensateurs prises pendant la période allant du 1er juillet 1994 au 30 juin 1995 sont résumées dans les tableaux 3 et 4 de l'appendice. Les tableaux sont incomplets parce qu'il manquait 35 notifications pour la période 1er juillet-31 décembre 1994, et 52 notifications pour la période 1er janvier-30 juin 1995. Les Membres qui pendant l'année se terminant le 30 juin ont engagé le plus grand nombre d'actions en matière de droits compensateurs ont été les Etats-Unis (5), le Pérou (4), l'Argentine (2) et le Canada (2). Le nombre de mesures en vigueur au 30 juin 1995 dans les pays Membres ayant présenté des rapports est de 128, dont 80 pour cent sont appliquées par les Etats-Unis. Du point de vue des exportateurs, les entreprises des Communautés européennes ont fait l'objet de la moitié quasiment des actions engagées pendant la période, soit 8 sur 17.

Pratiques antidumping

68. L'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce est entré en vigueur le 1er janvier 1995. Tous les Membres de l'OMC sont *ipso facto* membres du Comité des pratiques antidumping établi au titre de l'Accord. L'Accord du Tokyo Round correspondant viendra à expiration à la fin de l'année sauf pour les différends concernant des enquêtes et examens qui ne sont pas visés par l'Accord de l'OMC, pour lesquels des dispositions transitoires applicables jusqu'à la fin de 1996 ont été établies.¹⁹

¹⁸Il y a cinq différends qui continuent à relever du Comité de l'Accord issu du Tokyo Round: i) CEE - Subventions à l'exportation de farine de froment (SCM/42), ii) CEE - Subventions à l'exportation de pâtes alimentaires (SCM/43), iii) Canada - Droits compensateurs sur la viande de boeuf désossée destinée à la transformation (SCM/85), iv) CEE - Programme d'assurance contre les risques de change en faveur de l'industrie aéronautique allemande (SCM/142), v) Etats-Unis - Imposition de droits compensateurs à l'importation de certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires d'Allemagne, de France et du Royaume-Uni (SCM/185).

¹⁹Il y a quatre différends qui continuent à relever du Comité du Code antidumping issu du Tokyo Round: i) Communautés européennes - Droits antidumping concernant les bandes et les cassettes audio originaires du Japon; ii) Etats-Unis - Droits antidumping appliqués aux importations de tôles fortes d'acier inoxydable en provenance de Suède; iii) Etats-Unis - Droits antidumping appliqués au ciment Portland gris et au ciment clinker importés du Mexique; et iv) Etats-Unis - Institution de droits antidumping à l'importation de produits creux en acier inoxydable sans soudure en provenance de Suède.

69. Le Comité des pratiques antidumping de l'OMC a commencé à examiner la législation et la réglementation antidumping des Membres qui avaient soumis des notifications à ce sujet - 56 au 27 novembre. Les autres points à l'examen ont été la question de l'anticonournement (portée devant le Comité par la Décision ministérielle sur l'anticonournement), l'élargissement des Communautés européennes et l'application automatique des droits antidumping aux nouveaux membres de la CE, ainsi que l'ouverture par les Communautés européennes d'enquêtes anticonournement concernant des importations de microdisquettes en provenance de plusieurs Membres.

70. Les mesures antidumping prises pendant la période allant du 1er juillet 1994 au 30 juin 1995 sont résumées dans les tableaux 5 et 6 de l'Appendice. Les tableaux sont incomplets parce qu'il manquait 34 notifications pour la période 1er juillet-31 décembre 1994, et 53 notifications pour la période 1er janvier-30 juin 1995. Les Membres qui pendant l'année se terminant le 30 juin ont ouvert le plus grand nombre d'enquêtes en matière de droits antidumping ont été les Communautés européennes (37) les Etats-Unis (30) le Mexique (18) et le Brésil (12). Le nombre de mesures en vigueur au 30 juin 1995 dans les pays Membres ayant présenté des rapports est de 805, dont 60 pour cent sont appliquées par les Etats-Unis et les Communautés européennes. Du point de vue des exportateurs, les entreprises de Chine ont fait l'objet de 27 actions antidumping engagées pendant la période, suivies par les entreprises des Communautés européennes (17) et celles de la République de Corée (10).

Entreprises commerciales d'Etat

71. Le Groupe de travail des entreprises commerciales d'Etat a été établi conformément au paragraphe 5 du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994. Il a commencé ses travaux conformément à son mandat qui prévoit l'étude des notifications et contre-notifications présentées par les Membres, l'examen de l'adéquation du questionnaire de 1960 et de l'éventail des entreprises commerciales d'Etat notifiées conformément au paragraphe 1 du Mémorandum d'accord, et l'établissement d'une liste exemplative des relations entre les pouvoirs publics et les entreprises commerciales d'Etat et des activités auxquelles celles-ci se livrent.

Mesures sanitaires et phytosanitaires

72. Les dispositions de l'Accord SPS relatives à la transparence sont entrées en vigueur pour tous les Membres de l'OMC le 1er janvier 1995.²⁰ Le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires a tenu plusieurs réunions en 1995, dont une réunion extraordinaire organisée conjointement avec le Comité des obstacles techniques au commerce pour examiner la mise en oeuvre des dispositions relatives à la transparence figurant dans les deux accords.

73. Le modèle de présentation et les recommandations que le Comité a adoptés, pour la notification obligatoire des réglementations projetées ou des modifications apportées aux réglementations, sont dans une large mesure identiques ou similaires à ceux qui concernent la notification des règlements techniques dans le cadre de l'Accord OTC. Pour aider les Membres à satisfaire aux obligations découlant de l'Accord, le Comité a répertorié les normes internationales existantes élaborées par la Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius (Codex), l'Office international des épizooties (OIE) et le Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) de la FAO. Il a également

²⁰Les pays en développement peuvent toutefois différer la mise en oeuvre de l'Accord pendant une période de deux ans (cinq ans pour les pays les moins avancés) en ce qui concerne leurs mesures affectant les importations, si une application immédiate n'est pas possible faute de connaissances techniques, d'infrastructure technique ou de ressources.

indiqué les méthodes pertinentes d'évaluation des risques mises au point par ces organisations dont les Membres pourraient tenir compte dans leurs propres pratiques d'évaluation des risques. Plusieurs Membres ont donné des renseignements sur l'utilisation faite au niveau national des méthodes d'évaluation des risques et ont décrit leurs processus de réglementation internes. De manière plus générale, le Comité a commencé à réfléchir sur les moyens d'aider les Membres à faire preuve de cohérence dans les décisions concernant la gestion des risques.

Obstacles techniques au commerce

74. Le Comité des obstacles techniques au commerce est parvenu à un accord en juillet sur les renseignements que les Membres devaient présenter au sujet des mesures qu'ils prenaient en vue de la mise en oeuvre et de l'administration de l'Accord, et le Secrétariat a reçu un certain nombre de projets de communications. Les Membres ont continué à notifier régulièrement les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité qu'ils appliquaient et qui pourraient avoir un effet notable sur le commerce d'autres Membres. En outre, au 27 novembre, 23 organismes à activité normative avaient accepté le Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes.²¹

75. Le Comité a également adopté des décisions et des recommandations sur les procédures de notification, les procédures d'échange de renseignements, l'assistance technique et les activités régionales liées à la normalisation. Il procédera à son premier examen annuel de la mise en oeuvre et du fonctionnement de l'Accord au titre de l'article 15.3 au premier semestre de 1996. Il a commencé à examiner la relation entre les dispositions de l'Accord OTC et les systèmes d'éco-étiquetage, et il est convenu de poursuivre cet examen lors de réunions informelles conjointes avec le Comité du commerce et de l'environnement. Comme il est indiqué plus haut, il a également tenu une réunion extraordinaire conjointe avec le Comité SPS.

Règles d'origine

76. Suite à la demande du Comité des règles d'origine, le Comité technique des règles d'origine de l'OMC a présenté un rapport sur les résultats de la première phase du Programme de travail sur l'harmonisation des règles d'origine. Lors d'une réunion tenue à la mi-novembre, le Comité a examiné l'interprétation et les vues du Comité technique telles qu'elles étaient consignées dans son rapport. Les Membres de l'OMC sont tenus de notifier les règles d'origine existantes tant préférentielles que non préférentielles. Environ un tiers des Membres s'étaient acquittés de cette obligation au 27 novembre.

Evaluation en douane

77. Le Comité de l'évaluation en douane est convenu des procédures de notification des législations nationales et a entamé le processus d'examen des différentes communications et notifications relatives à la législation de mise en oeuvre qui lui avaient été présentées. Un certain nombre de pays en développement ont invoqué les dispositions prévoyant l'application d'un traitement spécial et différencié. Pendant la période considérée, le Canada (céréales), les Etats-Unis (céréales et riz) et la Thaïlande (riz) ont demandé à tenir, séparément, des consultations avec les Communautés européennes au titre de l'article 19 de l'Accord, au sujet de certaines réglementations communautaires. Un groupe spécial a été établi pour examiner la plainte déposée par le Canada.

²¹On estime qu'il existe dans le monde environ 600 organismes à activité normative, dont des institutions du gouvernement central, des institutions publiques locales et des organismes non gouvernementaux.

Inspection avant expédition

78. Bien que l'Accord sur l'inspection avant expédition soit entré en vigueur le 1er janvier 1995, il n'a pas encore été appliqué, car il n'y a pas eu d'entente sur le statut de l'entité indépendante devant être établie au titre de l'article 4. Il semble qu'une solution soit maintenant en vue, consistant à créer cette entité dans le cadre du Secrétariat de l'OMC. L'article 5 de l'Accord prévoit que les Membres doivent fournir au Secrétariat le texte des lois et réglementations par lesquelles ils donnent effet audit accord, ainsi que le texte de toute autre loi et réglementation en rapport avec l'inspection avant expédition. A ce jour, seuls 11 Membres ont présenté des notifications.

Mesures concernant les investissements et liées au commerce

79. L'essentiel des travaux menés par le Comité des MIC pendant la période ont porté sur la mise en oeuvre des prescriptions en matière de notifications, en particulier celles de l'article 5.1 de l'Accord. Cette disposition exige que, dans un délai de 90 jours à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, les Membres notifient au Conseil du commerce des marchandises toutes les MIC qu'ils appliquent et qui ne sont pas conformes aux dispositions de l'Accord (chaque Membre éliminera toutes les MIC qui sont notifiées au titre de l'article 5.1 dans un délai de deux ans dans le cas d'un pays développé Membre, de cinq ans dans le cas d'un pays en développement Membre et de sept ans dans le cas d'un pays moins avancé Membre, avec possibilité de proroger le délai). Le Comité a reçu 26 notifications au titre de l'article 5.1, dont un grand nombre décrivent des mesures appliquées dans le secteur de l'automobile. A en juger par les rapports d'examen des politiques commerciales, on peut penser que tous les pays dans lesquels des MIC sont en vigueur n'ont pas notifié leurs mesures. On ne dispose pas de renseignements empiriques complets sur l'application des MIC par les différents pays et il est difficile de déterminer d'après les 26 notifications dans quelle mesure l'article 5.1 a été respecté. Les débats qui ont eu lieu au Comité ont montré que certaines notifications ne fournissaient pas les renseignements détaillés requis par le mode de présentation convenu, et que d'autres avaient été faites après l'expiration des délais pertinents.

Arrangements commerciaux régionaux dans le domaine des marchandises

80. En 1995, les travaux menés dans le domaine des accords régionaux ont comporté trois éléments principaux: organisation du transfert de compétence du GATT de 1947 à l'OMC pour ce qui est de l'examen des accords régionaux; conduite de l'examen des accords régionaux notifiés au GATT de 1947; et examen des accords régionaux notifiés à l'OMC.

81. A sa réunion de juillet, le Conseil général a modifié le mandat des 11 groupes de travail établis au titre de l'article XXIV du GATT de 1947 qui ne s'étaient pas encore réunis de sorte que les accords seront examinés à la lumière des dispositions pertinentes du GATT de 1994 et les rapports des groupes de travail présentés au Conseil du commerce des marchandises. De même, à sa réunion de septembre, le Comité du commerce et du développement a décidé de modifier le mandat du Groupe de travail du MERCOSUR conformément à cette approche commune mais en l'adaptant quelque peu, c'est-à-dire en prévoyant que l'examen se ferait à la lumière des dispositions pertinentes de la Clause d'habilitation et du GATT de 1994, le rapport étant transmis au Comité du commerce et du développement et une copie étant également remise au Comité du commerce des marchandises.

82. A sa réunion de novembre, le Conseil général a pris une décision importante en chargeant son Président de mener des consultations sur l'établissement éventuel à l'OMC d'un comité des accords commerciaux régionaux. Cette décision faisait suite à une demande formelle du gouvernement canadien, selon laquelle pareil comité offrirait la possibilité de mieux organiser les travaux dans ce domaine et servirait de cadre à l'examen des rapports entre les accords commerciaux régionaux et le système de

commerce multilatéral. Des consultations ouvertes à tous ont donc commencé en vue d'étudier la possibilité d'établir ledit comité ainsi que son mandat éventuel.

83. Deux Groupes de travail - celui de l'ALENA et celui du MERCOSUR - ont tenu leur première réunion en 1995. Aucun autre groupe de travail ne s'est réuni en 1995. Les questions qui ont attiré plus particulièrement l'intérêt du Groupe de travail de l'ALENA ont été les dispositions concernant les règles d'origine et les contingents relatifs aux produits agricoles, ainsi que les pratiques d'évaluation en douane du Mexique. Le Groupe de travail du MERCOSUR a centré ses travaux sur les questions relatives à la libéralisation des obstacles tarifaires et non tarifaires au sein de l'union douanière, et les détails techniques et les incidences pour les tierces parties de l'établissement par les quatre pays membres d'un tarif extérieur commun et d'autres règles de commerce communes.

84. En 1995, 12 accords commerciaux régionaux ont été notifiés dans le domaine des marchandises, dont deux concernaient des pays en développement.

85. Europe. Un groupe de travail a été établi pour examiner l'élargissement des Communautés européennes à l'Autriche, la Finlande et la Suède à compter du 1er janvier 1995. Parallèlement à ce processus multilatéral, la CE procède - conformément aux prescriptions de l'article XXIV:6 - à des négociations bilatérales avec un certain nombre de Membres de l'OMC au sujet de la rupture de consolidations résultant de l'élargissement. Des accords intérimaires conclus entre la CE et la Bulgarie et entre la CE et la Roumanie, dans le cadre plus général des accords dits "Accords Europe", ont été notifiés et des groupes de travail établis (leur but est de créer des zones de libre-échange entre la CE et la Bulgarie et entre la CE et la Roumanie en l'espace de dix ans au maximum). Des accords de libre-échange conclus entre la CE et l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, respectivement, ont été notifiés et des groupes de travail établis. L'accord CE-Estonie établit une zone de libre-échange entre les parties à compter du 1er janvier 1995 et les deux autres prévoient la création progressive d'une telle zone, c'est-à-dire en l'espace de quatre ans au maximum dans le cas de la Lettonie et de six ans dans le cas de la Lituanie.

86. L'accord de libre-échange entre la Hongrie et la Slovaquie qui prévoit l'établissement progressif d'une zone de libre-échange, la période transitoire se terminant le 31 décembre 2000 au plus tard, a été notifié et un groupe de travail établi. L'accord de libre-échange entre les Etats de l'AELE (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse) et la Slovaquie, appliqué à titre provisoire à compter du 1er juillet 1995 (en attendant sa ratification par les Parties) a été notifié; il vise à supprimer les droits de douane et autres restrictions pour les produits industriels, le poisson et autres produits de la mer et les produits agricoles transformés. L'accord de commerce entre la CE, d'une part, et le gouvernement du Danemark et le gouvernement local des îles Féroé, d'autre part, contenant des dispositions relatives au libre-échange des marchandises entre la CE et les îles Féroé, a été notifié.

87. Les accords de libre-échange entre la République tchèque et la Roumanie et entre la République slovaque et la Roumanie ont été notifiés. Ces accords, appliqués à titre provisoire à compter du 1er janvier 1995, visent les produits relevant des chapitres 1 à 97 du Système harmonisé et prévoient l'établissement progressif de zones de libre-échange entre les Parties, la période transitoire se terminant le 1er janvier 1998 au plus tard.

88. Amérique latine. Un mémorandum d'accord a été notifié qui prévoit, entre autres choses, que la Bolivie et le MERCOSUR achèveront pour 1996 des négociations sur un accord visant à établir une zone de libre-échange dans un délai maximal de dix ans.

89. Afrique. Le Traité du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) a été notifié au Comité du commerce et du développement; il regroupe les signataires suivants: Angola, Burundi, Comores, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Malawi, Maurice, Ouganda, Rwanda, Soudan,

Swaziland, Tanzanie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe. Le COMESA, qui remplace la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP), prévoit l'établissement d'une union douanière, y compris un tarif extérieur commun, sur une période transitoire de dix ans et la libre circulation des personnes ainsi que le droit pour les ressortissants des pays signataires d'établir une activité économique dans l'un quelconque de ces pays. Les 36 chapitres du Traité prévoient une coopération dans tous les secteurs de la vie économique et sociale des Etats membres.

90. Asie. La notification des membres de la zone de libre-échange entre les pays de l'ANASE (AFTA) au Comité du commerce et du développement contient des renseignements sur de nombreux aspects de l'Accord, y compris le Tarif préférentiel effectif commun (CEPT) de l'AFTA, la gamme des produits visés par le CEPT et les arrangements institutionnels.

4) Activités concernant les services

Services financiers

91. Soixante-huit participants - les Communautés européennes comptant pour un - avaient présenté des engagements dans le secteur des services financiers à la fin du Cycle d'Uruguay. Sur ce nombre, 29 ont offert un accès amélioré pendant la période de prolongation des négociations qui s'est achevée à la fin du mois de juillet. Parmi ces 29 Membres, 20 ont présenté des engagements améliorés pour l'assurance, 24 pour les services bancaires, 17 pour les opérations sur valeurs mobilières et 25 pour d'autres services financiers. Huit pays ont supprimé les exemptions de l'obligation NPF énoncée dans l'AGCS, tandis que d'autres ont réduit l'ampleur de ces exemptions. Il a également été convenu que pendant une période de 60 jours à compter du 1er novembre 1997, les Membres auraient à nouveau une possibilité de modifier ou d'améliorer leurs offres concernant les listes d'engagements relatifs aux services financiers et d'inclure des exemptions de l'obligation NPF dans ce secteur.

92. Le Protocole auquel les nouvelles listes relatives aux services financiers sont annexées est ouvert à l'acceptation jusqu'au 30 juin 1996 afin de laisser aux Membres le temps de mener à bien les procédures internes de ratification. Le Protocole entrera en vigueur, et donc aussi les engagements, 30 jours après son acceptation par tous les Membres concernés. Les 29 Membres dont les listes d'engagements améliorées et les listes d'exemptions de l'obligation NPF énoncée à l'article II (le cas échéant) concernant les services financiers sont annexées au Deuxième Protocole annexé à l'AGCS sont les suivants: Afrique du Sud, Australie, Brésil, Canada, Chili, Communautés européennes, Corée, Egypte, Hong Kong, Hongrie, Inde, Indonésie, Japon, Koweït, Malaisie, Maroc, Mexique, Norvège, Pakistan, Philippines, Pologne, République dominicaine, République slovaque, République tchèque, Singapour, Suisse, Thaïlande, Turquie et Venezuela. Trois autres Membres, Colombie, les Etats-Unis et Maurice, ont accru le nombre ou l'ampleur de leurs exemptions de l'obligation NPF concernant les services financiers et n'ont pas annexé leurs listes d'engagements et d'exemptions au Deuxième Protocole. Tous les autres Membres ayant pris des engagements spécifiques dans ce secteur ont maintenu leurs listes en l'état.

Télécommunications de base

93. A la fin du Cycle d'Uruguay, il a été décidé de prolonger les négociations sur le commerce des télécommunications de base en vue d'améliorer les listes d'engagements annexées à l'AGCS. Les négociations ont commencé en mai 1994 et devraient se terminer en avril 1996. Actuellement, il y a 29 participations à part entière (les 15 membres des Communautés européennes comptant pour un) qui représentent la plupart des grands marchés des télécommunications, et 29 autres gouvernements y assistent en qualité d'observateurs.

94. Les participants ont décidé de laisser de côté les différences nationales concernant la façon dont les télécommunications de base peuvent être définies dans chaque pays et de négocier sur l'ensemble des services publics de télécommunication qui supposent une transmission (sans valeur ajoutée). En outre, tant les services de télécommunications de base fournis par la mise à disposition d'installations que ceux qui sont assurés par revente entreront dans le cadre des négociations. Par conséquent, les engagements en matière d'accès aux marchés qui seront négociés au sujet de la présence commerciale (l'un des quatre "modes de fourniture" visés par l'AGCS) peuvent concerner la capacité des entreprises étrangères de posséder et d'exploiter des réseaux et infrastructures de télécommunication.

95. A la fin du mois de juillet, les participants ont commencé à distribuer des projets concernant leurs offres sur les télécommunications au sein du groupe de négociation, 14 projets d'offres ayant été présentés à ce jour.²² Les participants étudient également la nécessité éventuelle de prévoir des engagements ou des ententes communes en ce qui concerne les conditions de concurrence - par exemple, du point de vue des modalités d'interconnexion avec les réseaux existants.

Transports maritimes

96. Les négociations sur les services de transport maritime se sont poursuivies après l'achèvement du Cycle d'Uruguay conformément à la *Décision ministérielle sur les négociations sur les services de transport maritime*, et selon les modalités de l'Annexe sur les négociations sur les services de transport maritime. Elles devraient être achevées pour le 30 juin 1996. Il y a actuellement 42 participants (les 15 membres des Communautés européennes comptant pour un) et 15 gouvernements ayant le statut d'observateur. Le Groupe de négociation a, durant la phase initiale, porté ses efforts sur les questions techniques et réglementaires relatives aux transports maritimes internationaux, les services auxiliaires, l'accès aux installations portuaires et leur utilisation. Un Questionnaire sur les services de transport maritime contenant 36 questions sur des points techniques et réglementaires concernant le secteur maritime a été établi par le Secrétariat et distribué aux participants. Trente-trois participants et un observateur ont répondu à ce jour au questionnaire. Ces réponses ont fait l'objet d'un débat au Groupe de négociation. En outre, un projet de Liste sur les services de transport maritime a été établi par le Secrétariat et examiné par le Groupe.

97. Le Groupe de négociation est passé de la phase technique de ses travaux à la phase de négociation au cours du second trimestre de 1995. Six Membres ont à ce jour fait des offres conditionnelles, qui reprennent essentiellement les meilleures offres qu'ils avaient déjà présentées pendant les négociations du Cycle d'Uruguay, mais qui avaient été retirées à la fin de 1993 lorsqu'il avait été décidé de poursuivre les négociations en vue d'obtenir de meilleurs résultats.²³ Beaucoup d'autres participants ont offert de maintenir les engagements qu'ils avaient pris à ce moment-là.

Mouvement des personnes physiques

98. Le Groupe de négociation sur le mouvement des personnes physiques a terminé ses travaux le 28 juillet 1995, étant parvenu à élaborer six ensembles d'engagements qui sont annexés au Troisième Protocole annexé à l'AGCS. Le Protocole entrera en vigueur à la fin de janvier 1996 pour les Membres qui l'auront accepté d'ici là et sera ouvert à l'acceptation pour les autres Membres jusqu'au 30 juin 1996.

99. L'Australie, le Canada, les Communautés européennes, l'Inde, la Norvège et la Suisse ont offert des niveaux d'engagement plus élevés en ce qui concerne le mouvement des personnes physiques.

²²Australie, Canada, Communautés européennes, Etats-Unis, Hong Kong, Japon, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, République slovaque, République tchèque, Singapour, Suisse et Venezuela.

²³Australie, Canada, Communautés européennes, Japon, Norvège et Nouvelle-Zélande.

Les engagements garantiront sur ces marchés aux fournisseurs individuels de services - professionnels qualifiés, spécialistes en informatique, experts dans divers domaines - de nouvelles possibilités de travailler à l'étranger à titre individuel dans le cadre d'affectations temporaires sans l'obligation d'être liés à une présence commerciale dans le pays d'accueil.

Services professionnels

100. Un groupe de travail des services professionnels a été établi cette année; il est chargé de formuler des recommandations sur les disciplines requises pour faire en sorte que les mesures en rapport avec les prescriptions et procédures en matière de qualifications, les normes techniques et les prescriptions en matière de licence dans le domaine des services professionnels ne constituent pas des obstacles non nécessaires au commerce. Le secteur de la comptabilité fait l'objet d'une attention prioritaire. Le Groupe de travail a centré ses travaux sur le thème de la collecte et la clarification des informations qui pourraient être nécessaires au sujet des réglementations intérieures susmentionnées. Il a été convenu d'évaluer les travaux en cours dans ce domaine en dehors de l'OMC avant de décider s'il fallait entreprendre une étude ou d'autres travaux analytiques au Groupe de travail. On procède actuellement à une évaluation des efforts actuellement menée dans trois organisations - OCDE, CNUCED et IFAC (Fédération internationale des experts comptables) - le but étant de faire rapport au Groupe de travail à sa réunion de janvier 1996.

Règles de l'AGCS

101. Un groupe de travail des règles de l'AGCS a été établi pour mettre en oeuvre les prescriptions des articles X, XIII et XV concernant respectivement les sauvegardes, les marchés publics de services et les subventions. Le Groupe de travail a tenu deux réunions au sujet des sauvegardes. Il abordera la question des marchés publics en décembre 1995 et celle des subventions en mars 1996.

Comité des engagements spécifiques

102. Ce Comité a été établi en novembre 1995 pour suivre la mise en oeuvre des engagements spécifiques concernant les services.

5) Activités concernant la propriété intellectuelle

103. Etant donné les périodes de transition prévues dans l'Accord sur les ADPIC, le Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) s'est consacré essentiellement cette année à l'élaboration des mécanismes procéduraux nécessaires aux travaux futurs. Le Conseil a adopté des procédures pour la notification des lois et réglementations se rapportant au domaine couvert par l'Accord et pour l'examen de ces notifications auquel il doit procéder. Les participants sont parvenus à un accord sur la façon de traiter les dispositions faisant de la notification une condition pour invoquer des exceptions autorisées à certaines règles de base, les articles 1.3 (bénéficiaires de la protection) et 3.1 (traitement national), ainsi que les notifications requises au titre de l'article 69, qui concernent la coopération internationale en vue d'éliminer le commerce international des marchandises portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle et l'identification des points de contact établis à cette fin au sein des administrations nationales. Au 27 novembre, le Conseil avait reçu 21 notifications au titre des articles 1.3 et 3.1. Le Conseil a décidé que les notifications au titre de l'article 69 devaient être présentées avant le 1er janvier 1996.

104. Le Conseil a suivi de près la mise en oeuvre de l'article 70.8 (demandes de brevet concernant les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture). Il y a eu également des débats sur la façon dont le Conseil devrait s'acquitter de sa fonction de surveillance concernant

l'obligation de statu quo, et en particulier sur la question de savoir quelles informations pourraient être demandées aux Membres pour faciliter cette surveillance.

105. Etant donné les changements importants que de nombreux Membres, en particulier parmi les pays en développement, doivent apporter à leurs législations, institutions et pratiques pour mettre en oeuvre l'Accord sur les ADPIC, la coopération technique est primordiale. Le Conseil a reçu des renseignements sur les activités de coopération technique de 12 pays développés Membres, de sept organisations intergouvernementales et du Secrétariat de l'OMC, et a entrepris d'autres travaux sur la mise en oeuvre des obligations pertinentes de l'Accord.

106. Le Conseil des ADPIC est tenu de s'efforcer d'établir dans un délai d'une année à compter de la date de sa première réunion, en consultation avec l'OMPI, des arrangements appropriés pour la coopération avec les organes de cette organisation. Il a fait des propositions à l'OMPI concernant la coopération dans trois domaines: notifications des législations de mise en oeuvre de l'Accord sur les ADPIC, notifications requises en vertu des obligations annoncées dans l'Accord sur les ADPIC qui découlent de l'article 6ter de la Convention de Paris, et coopération technique. Des suggestions relatives à la coopération entre l'OMPI et l'OMC ont aussi été examinées par les organes directeurs de l'OMPI (25 septembre au 4 octobre 1995). Les consultations entre les deux organisations ont abouti à la présentation d'un projet d'accord à la réunion de novembre du Conseil.

6) Accords plurilatéraux

107. Dans la plupart des cas, les Membres de l'OMC ont signé la totalité des Accords de l'OMC, qui forment un tout. Il reste cependant quatre accords, initialement négociés pendant le Tokyo Round, dont les signataires sont moins nombreux et qui sont donc appelés "accords plurilatéraux".

Accord sur les marchés publics

108. Le Comité intérimaire des marchés publics a été créé pour préparer l'entrée en vigueur du nouvel Accord sur les marchés publics le 1er janvier 1996. Les membres du Comité sont le Canada, les 15 Etats membres des Communautés européennes et la Commission européenne, la Corée, les Etats-Unis, Israël, le Japon, la Norvège et la Suisse. Sont observateurs ou ont demandé le statut d'observateur le Taipei chinois, le Royaume des Pays-Bas pour le compte d'Aruba, le Liechtenstein, la Colombie, l'Argentine, la Turquie, Panama, Singapour, la Roumanie et l'Islande. En 1995, le Comité intérimaire s'est surtout occupé des modifications, à la fois de nature technique et pour tenir compte des résultats des négociations visant à une plus grande libéralisation, qu'il conviendrait d'apporter aux appendices contenant les concessions en matière d'ouverture des marchés; des négociations relatives à l'accession du Taipei chinois, du Liechtenstein, du Royaume des Pays-Bas pour le compte d'Aruba et de Singapour; des recommandations concernant les décisions procédurales du Comité qui doit être établi en vertu du nouvel Accord en 1996; de l'établissement d'un guide pratique concernant le nouvel Accord et de l'utilisation de technologies de l'information pour la passation de marchés publics et les rapports statistiques obligatoires, question pour laquelle le Comité intérimaire a créé un Groupe de travail des rapports statistiques.

Accord sur le commerce des aéronefs civils

109. Le Président a exposé au Comité du commerce des aéronefs civils ses vues concernant la situation de l'Accord. L'Accord de 1979 relatif au commerce des aéronefs civils a été inclus en tant que tel dans une annexe de l'Accord sur l'OMC mais les tentatives faites jusqu'ici en vue tout au moins d'adapter ses dispositions au nouveau cadre de l'OMC se sont soldées par un échec. Le Président a estimé que cette situation était très regrettable car l'application de l'Accord dans sa forme actuelle créait une incertitude juridique considérable; en outre, il n'existait pas de procédure efficace de règlement des

différents. Plusieurs délégations partageaient l'opinion du Président et ont décidé de poursuivre les travaux avec lui afin de régler la question. Le Président a aussi présenté au Comité un rapport sur les travaux du Sous-Comité créé pour mener les négociations au titre de l'article 8.3 de l'Accord, qui s'est aussi réuni une fois cette année, essentiellement pour examiner les réponses à un questionnaire relatif à l'intervention des pouvoirs publics dans le secteur de l'aéronautique civile. Le Président envisage d'organiser des consultations informelles pour définir comment le Sous-Comité devrait poursuivre ses travaux.

Accord international sur le secteur laitier

110. Au 27 novembre 1995, l'Argentine, la Bulgarie, les Communautés européennes, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Roumanie, la Suisse et l'Uruguay étaient parties à l'Accord. A sa réunion d'octobre, le Conseil international des produits laitiers a décidé de suspendre jusqu'en décembre 1997 l'application de l'annexe sur certains produits laitiers qui prévoyait des dispositions relatives aux prix minimaux à l'exportation, ainsi que le fonctionnement du Comité de certains produits laitiers qui était chargé de surveiller l'application de l'annexe.

Accord international sur la viande bovine

111. Au 27 novembre 1995, l'Afrique du Sud, l'Argentine, l'Australie, le Bangladesh, le Brésil, le Canada, la Colombie, les Communautés européennes, les Etats-Unis, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Paraguay, la Roumanie, la Suisse et l'Uruguay étaient parties à l'Accord. A sa réunion de juin, le Conseil a procédé à un échange de vues sur le fonctionnement de l'Accord à la lumière de l'expérience acquise dans le cadre de l'Accord précédent, l'Arrangement relatif à la viande bovine du Tokyo Round, et des résultats du Cycle d'Uruguay. Les parties sont convenues que les fonctions du nouveau Conseil international de la viande devaient tenir compte du caractère prioritaire des travaux du Comité de l'agriculture et du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires. Le Conseil a décidé de ne pas rétablir le Groupe d'analyse des marchés de la viande et d'inscrire à son ordre du jour les points qui étaient habituellement examinés par cet organe.

III. L'ANNEE A VENIR

112. Les questions susceptibles d'intéresser l'OMC en 1996 se divisent en deux catégories: la poursuite des activités entreprises cette année concernant la mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay et le programme d'activités pour l'Afrique, d'une part; et la poursuite de l'exploration, dans diverses enceintes, des nouveaux thèmes dont il a été indiqué qu'ils pourraient faire l'objet d'un examen multilatéral, d'autre part.

1) Les travaux en cours

113. Comme le *programme d'activités de l'OMC pour l'Afrique* est décrit brièvement plus haut (paragraphe 47), qu'il suffise ici de rappeler que le Secrétariat s'est engagé à donner une grande priorité à ce projet en 1996. Nous sommes tout à fait conscients que nous avons un urgent besoin de suggestions pratiques et d'actions pragmatiques afin d'accélérer l'intégration du continent africain au marché mondial.

114. De même, bon nombre des *activités de mise en oeuvre* qui intéresseront les délégations et le Secrétariat en 1996 ont été entreprises cette année et elles ont donc déjà été décrites plus haut. Mentionnons l'exécution des engagements de fond et des prescriptions en matière de notification, qui se poursuit, ainsi que les examens, les négociations et les autres actions qui sont prévus, notamment la coopération avec la Banque mondiale et le FMI. S'agissant de l'exécution des prescriptions en matière de notification, le bilan de cette année doit être amélioré dans un certain nombre de domaines. Pour un large éventail d'activités, il est très important que le rythme et, dans certains cas, la qualité des

notifications s'améliorent dans certains domaines et que l'allure soit maintenue dans les autres domaines. Les notifications sont essentielles pour la transparence et pour les futurs travaux des comités de l'OMC. Elles permettent aux Membres de vérifier collectivement que les divers accords sont mis en oeuvre comme il se doit et de réunir ainsi, sur le plan intérieur, d'autres appuis politiques pour les accords, tout en facilitant le travail des entreprises et des négociants qui souhaitent profiter des nouvelles possibilités commerciales.

115. Les négociations sur les services, qui ont été prolongées, constituent un autre domaine où il est primordial de maintenir une forte impulsion de mise en oeuvre en 1996; la date limite pour la ratification du Protocole sur les services financiers est fixée au 30 juin 1996; le Protocole sur le mouvement des personnes physiques entre en vigueur le 31 janvier 1996 et est ouvert à l'acceptation jusqu'au 30 juin; les négociations sur les télécommunications de base devraient être terminées le 30 avril 1996; et il est prévu de conclure les négociations sur les services maritimes d'ici la fin de juin. Non seulement chacun de ces services s'échange en tant que tel, mais il entre aussi dans le commerce des autres produits et services; c'est pourquoi l'adoption de règles multilatérales et l'amélioration des conditions d'accès aux marchés favoriseront considérablement l'intégration internationale par la voie du commerce ainsi que l'efficacité mondiale.

116. Bien que les rapports entre le commerce et l'environnement soient généralement considérés comme l'un des "nouveaux thèmes", ceux-ci sont déjà inscrits au programme de travail de l'OMC. Comme il a été indiqué plus haut, le Comité du commerce et de l'environnement a déjà largement progressé vers son objectif qui consiste à présenter, à l'occasion de la Conférence ministérielle qui se tiendra en décembre prochain, un rapport faisant état de progrès appréciables relativement à un certain nombre de questions et renfermant le matériel dont les Ministres auront besoin afin d'établir le programme de travail du Comité pour 1997-1998.

2) Deux autres sujets pouvant faire l'objet d'un examen multilatéral

117. Outre le commerce et l'environnement, les observateurs et les décideurs ont proposé qu'un certain nombre de nouveaux sujets ou d'initiatives fassent l'objet d'un examen multilatéral. Je n'ai pas l'intention d'examiner ici en détail chacune de ces propositions. J'aimerais néanmoins m'arrêter brièvement sur deux des questions les plus débattues, à savoir: le régionalisme et le système commercial multilatéral, d'une part, et les politiques en matière d'investissement et de concurrence, d'autre part.

Le régionalisme et le système commercial multilatéral

118. Comme il a été noté plus haut, 12 arrangements commerciaux préférentiels ont été notifiés au Secrétariat de l'OMC au cours des onze premiers mois de 1995. En outre, un certain nombre d'autres arrangements commerciaux régionaux sont actuellement à l'étude. A la mi-novembre, les dirigeants des pays de l'APEC, réunis à Osaka, ont encore fait progresser leur projet de libre-échange pour la région d'ici l'an 2020. Plus tôt au courant de l'année, l'idée de créer une zone de libre-échange transatlantique entre les Communautés européennes et les Etats-Unis a donné lieu à un vif débat. Le soutien à ce projet semble avoir fléchi, mais la question d'une coopération économique plus étroite et de la forme qu'elle pourrait prendre est un point important à l'ordre du jour du Sommet de Madrid en décembre. Par ailleurs, beaucoup d'efforts sont déployés, tant au niveau des politiques que des experts, dans le but de créer une zone de libre-échange qui engloberait toutes les Amériques.²⁴ La

²⁴Des tendances analogues se dessinent ailleurs. Pour ne citer qu'un exemple, l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR), qui réunit sept pays dont le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et le Sri Lanka, s'est réunie à la mi-novembre à New Delhi pour débattre de l'élargissement de son arrangement commercial préférentiel (SAPTA). Selon des comptes rendus, l'arrangement pourrait déborder le cadre des concessions tarifaires préférentielles pour inclure les politiques d'investissement intrarégionales, les coentreprises, l'harmonisation des formalités douanières et les questions de technologie.

Déclaration publiée à l'issue de la réunion qui s'est tenue récemment à Barcelone entre les Communautés européennes et un certain nombre de pays méditerranéens prévoit, entre autres choses, la création en 2010 d'une zone de libre-échange pour les produits industriels.

119. La caractéristique du régionalisme actuel est que, premièrement, il va au-delà, parfois bien au-delà de l'échange de concessions commerciales dans le secteur traditionnel des marchandises et que, deuxièmement, les objectifs poursuivis sont non seulement économiques, mais portent aussi sur l'intensification des efforts en vue de créer un environnement politique international plus stable. Pour que l'OMC contribue à faire en sorte que le régionalisme demeure ouvert et compatible avec le multilatéralisme, les Membres doivent aborder la question sous plusieurs angles différents. En avril dernier, l'OMC a publié une étude dans laquelle sont cernées bon nombre des lacunes que comportent les règles et procédures existantes et dans laquelle sont examinées des mesures qui pourraient être envisagées pour pallier ces lacunes.²⁵ Mais les efforts déployés dans ce domaine seront d'une utilité limitée s'ils ne sont pas appuyés par des mesures plus fondamentales visant à faire en sorte que le régionalisme et le multilatéralisme progressent parallèlement. En ce sens, le futur programme de travail de l'OMC, qui devrait à la fois être solide et aller bien au-delà de l'examen des différentes initiatives régionales, est d'une importance cruciale.

Politique en matière d'investissement et de concurrence

120. Depuis la fin du Cycle d'Uruguay, la question de la nécessité d'examiner plus avant la politique d'investissement et la politique de la concurrence par rapport au système commercial international a donné lieu à des débats animés aussi bien dans des cadres officiels qu'officiels en dehors de l'OMC.²⁶ Si ce débat a vu le jour, c'est en partie parce qu'on a eu l'impression - compte tenu de la globalisation et de l'intégration croissantes de l'économie mondiale - qu'il fallait concevoir l'accès aux marchés de manière plus large, de façon à appréhender non seulement les mesures de politique commerciale traditionnelles, mais aussi d'autres mesures qui sont importantes tant pour les entreprises qui souhaitent approvisionner des marchés, notamment au moyen d'une présence commerciale à l'étranger, qu'en ce qui concerne la fourniture de marchandises et de services et la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles qui peuvent entraver l'accès aux marchés. C'est pourquoi on a examiné la possibilité de mettre en place des arrangements internationaux dans ce domaine ainsi que le rôle qui pourrait être joué par l'OMC.

121. Il a été fait allusion au rôle éventuel de l'OMC en particulier en ce qui concerne l'examen des diverses manières de procéder pour établir un ensemble de règles multilatérales concernant l'investissement. Des négociations intensives ont été amorcées sous les auspices de l'OCDE dans le but d'élaborer un accord multilatéral sur l'investissement. La question qui se pose est celle de savoir

²⁵Le Régionalisme et le Système commercial mondial, Secrétariat de l'OMC, avril 1995.

²⁶Pour ce qui est du GATT/de l'OMC, l'examen des questions touchant à la politique en matière d'investissement et à la politique en matière de concurrence n'est pas nouveau, puisqu'il remonte aux travaux entourant la Charte de La Havane, en 1947. En outre, dans certains domaines, les règles actuelles de l'OMC touchent à certains aspects de ces deux politiques. Si l'on examine d'abord la politique en matière d'investissement, l'Accord sur les MIC traite de l'utilisation de certaines prescriptions de résultats et l'AGCS porte sur la fourniture de services au moyen d'une présence commerciale, c'est-à-dire grâce à l'investissement étranger. L'Accord sur les ADPIC et celui sur les marchés publics portent aussi sur certains aspects de cette politique. S'agissant de la politique en matière de concurrence, l'AGCS et l'Accord sur les ADPIC renferment tous deux des dispositions à ce sujet. L'article 9 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce dispose que la nécessité d'adopter des dispositions relatives à la politique en matière d'investissement et à la politique en matière de concurrence sera examinée au plus tard cinq ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC.

s'il est souhaitable que l'OMC décide dans un proche avenir d'entreprendre un examen des questions de politique d'investissement, compte tenu des rapports qui existent quant au fond entre les questions négociées et les règles de l'OMC - par exemple dans les domaines du commerce des services, de la propriété intellectuelle et des mesures concernant les investissements et liées au commerce - et aussi en raison de la nécessité de veiller à ce que ces travaux aient une dimension véritablement multilatérale de manière à ce que les intérêts de toutes les nations commerçantes puissent être pris en compte.

122. Il y a, outre l'OCDE et peut-être l'OMC, d'autres cadres importants dans lesquels la politique d'investissement est abordée ou inscrite au programme de travail, tels que l'ALENA, l'APEC et l'initiative récente Communautés européennes/Etats-Unis qui devrait être lancée début décembre à Madrid. Il serait bon de se demander si on ne devrait pas plutôt s'orienter vers une négociation multilatérale unique à l'OMC.

123. L'OCDE examine depuis quelque temps déjà les relations entre la politique commerciale et la politique en matière de concurrence et celles-ci pourraient faire l'objet d'un débat à l'occasion de la neuvième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui se tiendra bientôt. Par ailleurs, les propositions mises de l'avant par des groupes d'experts indépendants concernant d'éventuels arrangements internationaux dans ce domaine ont suscité beaucoup d'intérêt. Quelques-uns des Accords de l'OMC, notamment l'AGCS et l'Accord sur les ADPIC, renferment déjà certaines dispositions concernant la concurrence et des questions qui ressortissent à la politique de la concurrence sont également abordées dans le cadre des négociations qui se poursuivent actuellement sous l'égide de l'AGCS concernant les télécommunications de base. Un certain nombre de différends commerciaux survenus récemment ont mis en lumière la question des répercussions qu'avait la politique de la concurrence sur l'accès aux marchés, spécialement en ce qui concerne certains arrangements en matière de distribution. Ces exemples posent la question de savoir si l'OMC ne devrait s'intéresser aux questions liées à la politique de la concurrence que de manière ponctuelle, c'est-à-dire dans le cadre de questions de politique commerciale bien précises, ou si elle ne devrait pas plutôt entreprendre un examen général des liens qui existent entre le commerce et la concurrence, de manière à pouvoir proposer une vision multilatérale cohérente de la façon dont la politique commerciale et la politique en matière de concurrence peuvent s'étayer mutuellement. Comme la politique d'investissement, la politique de concurrence figure dans un certain nombre de programmes de travail régionaux.

Autres sujets

124. A Marrakech, les Ministres ont mentionné un certain nombre d'autres sujets qui pourraient faire partie du programme de travail de l'OMC, notamment les relations entre le système commercial et les normes de travail reconnues à l'échelle internationale, les relations entre les politiques d'immigration et le commerce international ainsi que l'interaction entre les politiques commerciales et les politiques concernant les questions financières et monétaires, dont l'endettement et les marchés de produits de base. Les déclarations concernant les normes de travail sont parmi celles qui ont suscité beaucoup d'intérêt dans les médias et le grand public.

125. Les arguments invoqués en faveur du couplage du système commercial aux normes de travail reconnues à l'échelle internationale soulignent que le non-respect de ces normes aurait pour effet de conférer un avantage concurrentiel "déloyal" ou constituerait une violation des droits fondamentaux de l'homme, et que de plus en plus de pressions seraient exercées pour que des mesures commerciales unilatérales soient prises afin de régler la situation si les préoccupations politiques et populaires entourant ces questions n'étaient pas examinées de manière approfondie. Par contre, il a été noté qu'il semble y avoir peu de preuves empiriques établissant un lien entre le non-respect des normes de travail reconnues à l'échelle internationale et les questions commerciales, que la question du respect de ces normes devrait être abordée par les instances compétentes (l'OIT, par exemple) en utilisant d'autres moyens que les restrictions commerciales (assistance technique et financière et amélioration des possibilités d'accès

aux marchés, entre autres) et que le recours à des restrictions commerciales visant à faire respecter des normes de travail serait non seulement susceptible de dériver dans le protectionnisme mais qu'il pourrait aussi avoir pour effet de réduire la croissance économique des pays à faible revenu, de sorte qu'il leur serait plus difficile de se doter de meilleures normes de travail. Malgré les travaux approfondis qui ont été menés sur cette question dans d'autres instances internationales, y compris l'OIT et l'OCDE, il n'y a pas d'accord sur l'existence d'un lien entre le commerce et le respect des normes de travail.

Un dernier point

126. Les premières années d'une nouvelle organisation sont cruciales quant à la crédibilité et à l'efficacité qu'elle aura plus tard. Nous avons connu un bon départ cette année pour ce qui est de certains aspects de la mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay. Mais l'année qui s'annonce sera encore plus déterminante. La mise en oeuvre doit se poursuivre, dans certains cas à un rythme accéléré, pour compenser les progrès insuffisants réalisés cette année.

127. Et, bien entendu, il y a les préparatifs en vue de la Conférence ministérielle qui se tiendra à Singapour en décembre. L'ordre du jour de la réunion comprendra l'évaluation des progrès réalisés dans l'exécution des engagements découlant du Cycle d'Uruguay, ainsi que l'examen des progrès accomplis dans des domaines comme le commerce et l'environnement ou l'incidence du Cycle sur les pays les moins avancés. Cela signifie que l'ordre du jour de la Réunion de Singapour ne devrait pas porter à controverse pour l'essentiel et que nous devrions veiller à ce qu'il n'en soit pas autrement. De même, des orientations précises ont déjà été arrêtées pour les futurs travaux de l'OMC, qui devraient recevoir un nouvel élan à Singapour. Et même lorsque notre regard se porte à la frontière du système multilatéral - je veux parler ici des nouveaux thèmes qui pourraient figurer au programme de travail - je suis persuadé que nous serons en mesure de faire en sorte que le système continue de progresser, comme il se doit, sur la base du consensus.

Tableau 1 de l'Appendice: Exécution de certaines obligations en matière de notification au 27 novembre 1995
(Les renseignements concernent les Membres de l'OMC qui avaient ce statut au 31 juillet 1995)

	Subventions	Droits compensateurs		Antidumping		Sauvegardes	Agriculture	Entreprises d'Etat	Règles d'origine		Evaluation en douane	Textiles et vêtements
	(25.1)	Lois	Rapport semestriel	Lois	Rapport semestriel	Lois	(18.2)	XVII	(5.1)	(Annexe)	Lois	(2.7)
Afrique du Sud		X	X	X		X	X	X	X			s.o.
Antigua-et-Barbuda							s.o.					s.o.
Argentine		X	X	X	X	X	s.o.	X	X			X
Australie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	s.o.
Bahreïn							s.o.					s.o.
Bangladesh							s.o.				X	X
Barbade		X		X	X							s.o.
Belize							s.o.					s.o.
Bolivie	X	X		X		X	s.o.			X		X
Botswana	X			X			s.o.					s.o.
Brésil		X	X	X	X	X						X
Brunéï Darussalam							s.o.		X	X	X	s.o.
Burkina Faso							s.o.				X	s.o.
Burundi							s.o.				X	s.o.
Canada	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X
CE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Chili		X	X	X	X	X	s.o.	X			X	s.o.
Chypre		X		X			s.o.	X				s.o.
Colombie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

Tableau 1 de l'Appendice (à suivre)

	Subventions (25.1)	Droits compensateurs		Antidumping		Sauvegardes Lois	Agriculture (18.2)	Entreprises d'Etat XVII	Règles d'origine		Evaluation en douane Lois	Textiles et vêtements (2.7)
		Lois	Rapport semestriel	Lois	Rapport semestriel				(5.1)	(Annexe)		
Corée		X	X	X	X	X	X	X	X		X	X
Costa Rica	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X
Côte d'Ivoire							s.o.				X	s.o.
Cuba		X	X	X	X	X	s.o.		X	X	X	s.o.
Djibouti							s.o.					s.o.
Dominique							s.o.					s.o.
Egypte		X	X	X	X	X	s.o.				X	
El Salvador		X		X		X					X	X
Etats-Unis		X	X	X	X	X	X	X	X	X		X
Gabon							s.o.				X	s.o.
Ghana							s.o.				X	s.o.
Guatemala		X		X		X					X	X
Guinée-Bissau							s.o.					s.o.
Guyana							s.o.					s.o.
Honduras		X	X	X	X	X	s.o.		X	X	X	X
Hong Kong	X	X	X	X	X	X	s.o.	X	X	X		s.o.
Hongrie		X	X	X	X	X	X		X	X	X	X
Inde	X	X	X	X	X	X	s.o.		X	X		X
Indonésie	X	X	X	X	X	X		X		X	X	X
Islande		X	X	X	X	X	X		X			s.o.

Tableau 1 de l'Appendice (à suivre)

	Subventions (25.1)	Droits compensateurs		Antidumping		Sauvegardes Lois	Agriculture (18.2)	Entreprises d'Etat XVII	Règles d'origine		Evaluation en douane Lois	Textiles et vêtements (2.7)
		Lois	Rapport semestriel	Lois	Rapport semestriel				(5.1)	(Annexe)		
Israël		X		X		X					X	s.o.
Jamaïque		X		X			s.o.		X	X	X	
Japon	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X
Kenya							s.o.				X	
Koweït							s.o.					s.o.
Lesotho							s.o.					
Macao				X		X	s.o.	X				s.o.
Malaisie	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	s.o.
Malawi							s.o.					X
Maldives		X		X		X	s.o.					s.o.
Mali							s.o.					s.o.
Malte					X		s.o.		X	X	X	s.o.
Maroc		X		X	X	X	X		X	X	s.o.	s.o.
Maurice	X	X		X		X	s.o.	X	X	X	X	s.o.
Mauritanie							s.o.					s.o.
Mexique		X	X	X	X	X						X
Myanmar							s.o.				X	s.o.
Namibie							s.o.					X
Nigéria							s.o.					s.o.
Norvège	X	X	X	X	X	X	X	X				X

Tableau 1 de l'Appendice (à suivre)

	Subventions (25.1)	Droits compensateurs		Antidumping		Sauvegardes Lois	Agriculture (18.2)	Entreprises d'Etat XVII	Règles d'origine		Evaluation en douane Lois	Textiles et vêtements (2.7)
		Lois	Rapport semestriel	Lois	Rapport semestriel				(5.1)	(Annexe)		
Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	s.o.
Ouganda							s.o.					s.o.
Pakistan			X		X	X	s.o.				X	X
Paraguay		X		X		X	s.o.				X	X
Pérou		X	X	X	X	X	s.o.	X	X	X	s.o.	X
Philippines		X	X	X		X	X	X		X	X	X
Pologne		X	X	X	X	X	X	X				X
République centrafricaine							s.o.				X	s.o.
République dominicaine		X	X	X	X	X	s.o.			X	X	X
République slovaque		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
République tchèque	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X
Roumanie		X	X	X	X	X	X	X			X	X
Sainte-Lucie		X		X	X		s.o.					s.o.
Saint-Vincent-et-les Grenadines							s.o.					s.o.
Sénégal							s.o.				X	s.o.
Sierra Leone							s.o.					s.o.
Singapour		X	X	X	X	X	s.o.	X	X	X	X	s.o.
Slovénie		X	X	X	X		X		X	X		X
Sri Lanka		X		X		X	s.o.				X	
Suisse	X	X	X	X	X	X		X	X		X	X

Tableau 1 de l'Appendice (à suivre)

	Subventions (25.1)	Droits compensateurs		Antidumping		Sauvegardes Lois	Agriculture (18.2)	Entreprises d'Etat XVII	Règles d'origine		Evaluation en douane Lois	Textiles et vêtements (2.7)
		Lois	Rapport semestriel	Lois	Rapport semestriel				(5.1)	(Annexe)		
Suriname	X	X		X			s.o.					s.o.
Swaziland							s.o.					s.o.
Tanzanie			X		X		s.o.					s.o.
Thaïlande	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Togo							s.o.				X	s.o.
Trinité-et-Tobago		X	X	X		X	s.o.					s.o.
Tunisie											X	X
Turquie	X	X	X	X	X	X	s.o.	X				X
Uruguay		X	X	X	X	X	s.o.	X		X	X	X
Venezuela	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X
Zambie		X	X	X	X	X	s.o.				X	s.o.
Zimbabwe							s.o.				X	s.o.

X Notification reçue par le Secrétariat de l'OMC (au 27 novembre 1995).
s.o. Sans objet (pour le Membre de l'OMC à l'heure actuelle).
Blanc Pas de notification (ou dans quelques cas notification incomplète).

Notifications visées par l'étude:

1. Subventions (Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, article 25.1; GATT de 1994, article XVI.1).
2. Droits compensateurs: lois et réglementations (Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, article 32.6).
3. Droits compensateurs: rapport semestriel (Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, article 25.11). (Rapports portant sur la période du 1er janvier au 30 juin.)
4. Antidumping: lois et réglementations (Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994, article 18.5).
5. Antidumping: rapport semestriel (Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994, article 16.4). (Rapports portant sur la période du 1er janvier au 30 juin.)
6. Sauvegardes: lois et réglementations (Accord sur les sauvegardes, article 12.6).
7. Agriculture: notification des taux de droits et de l'administration des contingents (Accord sur l'agriculture, article 18.2).
8. Entreprises commerciales d'Etat (Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994, paragraphe 1).
9. Règles d'origine: règles d'origine existantes non préférentielles (Accord sur les règles d'origine, article 5.1).
10. Règles d'origine: règles d'origine existantes préférentielles (Accord sur les règles d'origine, Annexe II, paragraphe 4).
11. Evaluation en douane: notification des lois ou de l'application différée pour les pays en développement Membres invoquant l'article 20:1 concernant l'application différée (Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII du GATT de 1994, articles 22 et 20:1).
12. Textiles et vêtements: programme pour la première étape de l'intégration (Accord sur les textiles et les vêtements, article 2.7).

Tableau 2 de l'Appendice: Différends dans le cadre de l'OMC
(1er janvier-27 novembre 1995)

Titre de l'affaire	Plaignants	Accord(s) cité(s)	Produit ou secteur	Demande de consultations*	Etablissement d'un groupe spécial	Notification du règlement
1. Malaisie - Prohibition des importations de polyéthylène et de polypropylène	Singapour	GATT Licences	Pétrochimie	13 janvier 1995		19 juillet 1995
2. Etats-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules	Venezuela	GATT OTC	Pétrole	2 février 1995	10 avril 1995	
3. Corée - Mesures concernant les essais relatifs aux produits agricoles et l'inspection de ces produits	Etats-Unis	GATT, SPS, OTC, Agriculture	Agriculture	6 avril 1995		
4. Etats-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules	Brésil	GATT OTC	Pétrole	12 avril 1995	31 mai 1995	
5. Corée - Mesures concernant la durée de conservation des produits	Etats-Unis	GATT, SPS, OTC, Agriculture	Agriculture	5 mai 1995		31 juillet 1995
6. Etats-Unis - Imposition de droits d'importation sur les automobiles en provenance du Japon au titre des articles 301 et 304 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur	Japon	GATT	Automobile	22 mai 1995		19 juillet 1995
7. Communautés européennes - Désignation commerciale des pectinidés	Canada	GATT OTC	Poissons	24 mai 1995	19 juillet 1995	
8. Japon - Taxes sur les boissons alcooliques	CE	GATT	Boissons	29 juin 1995	27 septembre 1995	
9. Communautés européennes - Droits sur les importations de céréales	Canada	GATT Evaluation en douane	Agriculture	10 juillet 1995	11 octobre 1995	
10. Japon - Taxes sur les boissons alcooliques (Canada)	Canada	GATT	Boissons	17 juillet 1995	27 septembre 1995	
11. Japon - Taxes sur les boissons alcooliques (Etats-Unis)	Etats-Unis	GATT	Boissons	17 juillet 1995	27 septembre 1995	
12. Communautés européennes - Désignation commerciale des pectinidés (Pérou)	Pérou	GATT OTC	Poissons	25 juillet 1995	11 octobre 1995	
13. Communautés européennes - Droits sur les importations de céréales (Etats-Unis)	Etats-Unis	GATT Evaluation en douane	Agriculture	26 juillet 1995		
Tableau 2 de l'Appendice (à suivre)						
14. Communautés européennes - Désignation commerciale des pectinidés (Chili)	Chili	GATT	Poissons	31 juillet 1995	11 octobre 1995	

Titre de l'affaire	Plaignants	Accord(s) cité(s)	Produit ou secteur	Demande de consultations*	Etablissement d'un groupe spécial	Notification du règlement
15. Japon - Mesures affectant l'achat de matériel de télécommunication	CE	GATT	Matériel de télécommunication	24 août 1995		Règlement apparemment intervenu
16. Pologne - Régime d'importation applicable aux automobiles	Inde	GATT	Automobile	28 septembre 1995		
17. Communautés européennes - Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes	Guatemala, Honduras, Mexique, Etats-Unis	GATT Licences AGCS	Agriculture	28 septembre 1995		
18. Communautés européennes - Droits sur les importations de riz	Thaïlande	GATT Evaluation en douane	Agriculture	11 octobre 1995		
19. Australie - Mesures visant les importations de saumons	Canada	GATT SPS	Poissons	11 octobre 1995		
20. Corée - Mesures concernant l'eau en bouteille	Canada	GATT, SPS, OTC	Boissons	8 novembre 1995		
21. Australie - Mesures affectant l'importation de salmonidés	Etats-Unis	GATT, SPS	Poissons	17 novembre 1995		

* Date de distribution.

Tableau 3 de l'Appendice - Résumé des actions en matière de droits compensateurs, 1994-1995¹
(D'après les notifications reçues au 6 novembre 1995 des Membres au 31 juillet 1995)

	Ouverture de la procédure	Mesures provisoires ²	Droits définitifs ³	Engagements en matière de prix	Mesures en vigueur le 30 juin 1995 ⁴
Argentine	2	0	0	0	n.c. ⁵
Australie	1	0	0	0	13
Brésil	0	5	0	0	1
Canada	2	0	1	0	6
CE	0	0	0	0	1
Chili	1	0	1	0	0
Etats-Unis	5	3	6	0	103
Mexique	1	1	0	0	n.c. ⁵
Nouvelle-Zélande	1	0	0	0	1
Pérou	4	2	0	0	n.c. ⁵
Venezuela	0	0	0	0	3
Total	17	14	8	0	128

n.c. Non connu.

Notes:

- 1 La période considérée va du 1er juillet 1994 au 30 juin 1995. Le tableau porte sur les actions visées par l'Accord du Tokyo Round, l'Accord de l'OMC et l'article VI du GATT de 1947. Il a été établi à partir des renseignements communiqués par les Membres dans leur notification semestrielle; il est donc incomplet étant donné qu'il manque 35 notifications pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1994 et 52 pour la période du 1er janvier au 30 juin 1995.
- 2 Déterminations préliminaires négatives non comprises.
- 3 Déterminations négatives non comprises.
- 4 Y compris les droits définitifs et les engagements en matière de prix.
- 5 Le Membre n'a pas communiqué de liste séparée des mesures en vigueur pendant la période.

Tableau 4 de l'Appendice - Exportateurs pour lesquels des enquêtes en matière de droits compensateurs ont été ouvertes, 1994-1995¹

(D'après les notifications reçues au 6 novembre 1995 des Membres au 31 juillet 1995)

	Total		Total
Communauté européennes ²	8	République sud-africaine	1
Corée	2	Thaïlande	1
Argentine	1	Turquie	1
Brésil	1	Etats-Unis	1
Chine	1		
Total			17

Notes:

- 1 La période considérée va du 1er juillet 1994 au 30 juin 1995. Le tableau porte sur les actions visées par l'Accord du Tokyo Round, l'Accord de l'OMC et l'article VI du GATT de 1947. Il a été établi à partir des renseignements communiqués par les Membres dans leur notification semestrielle; il est donc incomplet étant donné qu'il manque 35 notifications pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1994 et 52 pour la période du 1er janvier au 30 juin 1995.
- 2 Les ouvertures d'enquêtes concernant des exportateurs des Communautés européennes et de leurs Etats membres sont indiquées telles qu'elles ont été notifiées. Le chiffre comprend les ouvertures d'enquête concernant l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 5 de l'Appendice - Résumé des actions antidumping, 1994-1995¹

(D'après les notifications reçues au 6 novembre 1995 des Membres au 31 juillet 1995)

	Ouverture de la procédure	Mesures provisoires ²	Droits définitifs ³	Engagements en matière de prix	Mesures en vigueur le 30 juin 1995
Argentine	6	6	6	2	3 ⁴
Australie	6	5	2	1	86
Brésil	12	2	0	0	18
Canada	9	2	13	1	91
CE	37	15	21	1	178
Chili	2	2	3	0	2
Colombie	1	0	2	0	6
Corée	3	7	3	0	6
Etats-Unis	30	44	48	3	305
Inde	9	3	0	0	5
Japon	0	0	0	0	2
Mexique	18	19	15	0	42
Nouvelle-Zélande	9	0	1	0	22
Pérou	4	1	0	0	n.c. ⁵
République sud-africaine ⁶	9	0	1	n.c.	n.c. ⁵
Singapour	2	2	0	0	0
Thaïlande	0	0	1	0	1 ⁷
Turquie	2	0	11	0	38
Venezuela	1	2	2	0	n.c. ⁵
Total	160	113	129	8	805

n.c. Non connu.

Notes:

- 1 La période considérée va du 1er juillet 1994 au 30 juin 1995. Le tableau porte sur les actions visées par l'Accord du Tokyo Round, l'Accord de l'OMC et l'article VI du GATT de 1947. Il a été établi à partir des renseignements communiqués par les Membres dans leur notification semestrielle; il est donc incomplet étant donné qu'il manque 34 notifications pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1994 et 53 pour la période du 1er janvier au 30 juin 1995.
- 2 Déterminations préliminaires négatives non comprises.
- 3 Déterminations négatives non comprises.
- 4 Chiffre relatif aux mesures en vigueur au 31 décembre 1994.
- 5 Le Membre n'a pas communiqué de liste séparée des mesures en vigueur.
- 6 L'Afrique du Sud n'a pas fourni de report pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1995. Les chiffres portent donc uniquement sur les actions engagées pendant la période du 1er juillet au 31 décembre 1994.
- 7 Au 31 décembre 1994.

Tableau 6 de l'Appendice - Exportateurs pour lesquels deux* enquêtes antidumping ou plus ont été ouvertes, 1994-1995¹

(D'après les notifications reçues au 6 novembre 1995 des Membres au 31 juillet 1995)

	Total		Total
Chine	27	Hong Kong	4
Communautés européennes ou leurs Etats membres ²	17	Kazakstan	4
République de Corée	10	Ukraine	4
Indonésie	8	Argentine	3
Japon	7	Inde	3
Thaïlande	7	Malaisie	3
Etats-Unis	7	Ouzbékistan	3
Fédération de Russie	6	Bélarus	2
Brésil	5	Philippines	2
Taipei chinois	5	Afrique du Sud	2
Mexique	5	Turquie	2
Total			136 ³

Notes:

- 1 La période considérée va du 1er juillet 1994 au 30 juin 1995. Le tableau porte sur les actions visées par l' Accord du Tokyo Round, l' Accord de l' OMC et l' article VI du GATT de 1947. Il a été établi à partir des renseignements communiqués par les Membres dans leur notification semestrielle; il est donc incomplet étant donné qu' il manque 34 notifications pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1994 et 53 pour la période du 1er janvier au 30 juin 1995.
- 2 Ouvertures d'enquêtes concernant les Communautés européennes et leurs Etats membres. Le chiffre comprend les enquêtes concernant l' Autriche, la Finlande et la Suède ouvertes avant le 1er janvier 1995.
- 3 Ne comprend pas les exportateurs pour lesquels une seule enquête a été ouverte (voir ci-dessous). Le nombre total d' ouvertures d' enquêtes, y compris celles qui sont indiquées ci-dessous, est de 160.

* Les pays pour lesquels une seule enquête antidumping a été ouverte sont les suivants: Arménie, Azerbaïdjan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Canada, Croatie, Estonie, Géorgie, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Macao, Macédoine (l' ex-République yougoslave de), Moldova, Pakistan, Pérou, Pologne, Roumanie, Singapour, Slovénie, Tadjikistan, Turkménistan, Viet Nam et Yougoslavie.